

CHAPITRE III

APPROCHES PRIVILÉGIÉES ET ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

3.1 Approches privilégiées

Le chapitre précédent illustre le fait que la relation entre les structures de production agricole et les caractéristiques socio-économiques des communautés rurales pouvait être étudiée selon au moins trois approches différentes : soit en examinant la relation entre des indicateurs de bien-être des communautés rurales et les structures de production agricole, soit en comparant les modes de dépenses des exploitations agricoles affichant des structures de production différentes, soit en observant la relation entre la structure des exploitations agricoles et la participation dans la vie communautaire.

La première de ces approches a été la plus largement utilisée. En effet, comme l'ont démontré les exemples mentionnés à la section 2.3, les indicateurs de bien-être socio-économique des communautés rurales peuvent contribuer à identifier, dans plusieurs cas, les impacts qu'ont pu avoir sur une communauté rurale les changements dans les structures de production agricole. Cette approche est appropriée lorsqu'elle vise à comparer entre eux des milieux ruraux (localités, comtés ou régions) ayant des degrés de dépendance face au secteur agricole comparables et relativement élevés. Elle peut également s'avérer pertinente lorsqu'elle a pour objectif d'analyser des données échelonnées sur une longue

période durant laquelle un changement a été observé dans les structures de production ; par exemple, une tendance à l'accroissement de la taille des entreprises agricoles.

Cette approche n'a cependant pas été retenue pour aborder la problématique qui nous intéresse, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, plusieurs chercheurs (Lobao *et al.*, 1993 ; Swanson, 1988 ; Hayes et Olmstead, 1984 ; Nuckton *et al.*, 1982) ont souligné les limites de cette approche qui, comme nous l'avons vu précédemment, tend à négliger plusieurs autres facteurs susceptibles d'influer sur la relation entre les types de structures agricoles et le bien-être des communautés rurales. D'autre part, la diversification croissante de l'économie des régions, de même que la réduction de l'importance de la part de l'agriculture dans l'économie régionale de plusieurs communautés rurales, rendraient les résultats de ce type d'analyse moins révélateurs qu'autrefois. Par ailleurs, dans le cas du Québec, la recherche et la sélection de communautés rurales susceptibles de refléter des structures de production différentes, mais affichant des degrés de dépendance économique agricole suffisamment élevés et relativement semblables, apparaissent également poser un défi important. En effet, pareille analyse comparative aurait exigé une recherche approfondie, tant au niveau des caractéristiques socio-économiques et des structures de production agricole des régions considérées que de leur historique de développement, et ce, sans pour autant avoir l'assurance de trouver des communautés qui puissent être comparables en bout de ligne. Deux autres facteurs ont également motivé le choix de ne pas retenir cette première approche de recherche : d'abord, l'organisme qui a financé la réalisation de l'étude privilégiait une approche qui aborderait cette problématique sous l'angle de l'intensité des échanges socio-économiques qu'entretiennent les exploitations avec le milieu local ; et finalement, l'ampleur du travail qu'aurait généré l'emploi des trois approches aurait très largement excédé ce qui est normalement attendu dans le cadre d'un mémoire de maîtrise.

Par conséquent, les approches qui examinent les modes de dépenses des exploitations et la participation dans la vie communautaire, en fonction de certains paramètres liés à la structure de production, ont été sélectionnées afin de caractériser les échanges des entreprises agricoles avec le milieu rural. Elles apparaissent répondre adéquatement aux

objectifs qui ont été fixés dans le cadre de cette étude exploratoire et contribueront ainsi à apporter des éléments de réponse à notre question de recherche. Ces deux approches font d'ailleurs écho aux propos de Lobao *et al.* (1993) qui préconisent une démarche de recherche davantage axée sur la répartition spatiale des impacts socio-économiques liés aux structures de production agricole.

Les méthodes utilisées pour analyser les données dans le cadre de ces deux approches sont décrites à la troisième section de ce chapitre. Les étapes du processus de collecte de données sont présentées en premier lieu afin de faciliter la compréhension des méthodes d'analyse employées.

3.2 Processus de collecte de données

Pour recueillir les données requises, une enquête a été menée auprès d'entreprises agricoles. Des entrevues de personne à personne, appuyées sur un questionnaire, ont été réalisées auprès des chefs d'exploitations. Quatre régions du Québec ont été sélectionnées pour la réalisation de l'enquête, à savoir : le Bas-Saint-Laurent/Côte-du-Sud, la Mauricie/Bois-Francs, le secteur Est de la Montérégie et la région de Lanaudière. Le choix de ces régions est justifié par des raisons budgétaires et par le souci de couvrir les principales zones de production agricole québécoises. Il est cependant important d'ajouter que, étant donnée la taille restreinte de notre échantillon, l'appartenance régionale n'a pu être retenue comme variable d'analyse dans le cadre de cette recherche.

Nous avons constitué un échantillon non probabiliste à partir de listes d'exploitations agricoles fournies par les directions régionales du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et les fédérations régionales de l'Union des producteurs agricoles (UPA) des régions sélectionnées. Ces bureaux régionaux ont identifié des exploitations correspondant à des caractéristiques précises qui leur avaient été spécifiées. Deux grandes catégories d'exploitations ont été ciblées pour notre échantillon : des exploitations agricoles de grande et très grande tailles par rapport à la moyenne des fermes québécoises et des exploitations de dimension plus « standard ». De plus, les

exploitations agricoles recherchées devaient être soit spécialisées dans une production (lait, porc ou grandes cultures), soit diversifiées. Enfin, les entreprises porcines devaient également se distinguer par une spécialisation dans l'engraissement à forfait ou encore être de type naisseurs/finisseurs et indépendants. Le tableau 3.1 présente les différentes caractéristiques qui ont servi à délimiter ces catégories d'exploitations et indique le nombre d'entreprises agricoles ciblées par catégorie. Aux critères indiqués dans ce tableau s'ajoute également un seuil minimal de taille économique qui a été établi à 100 000 \$ de revenu brut annuel par exploitation. Cette condition supplémentaire a pour but de restreindre davantage notre échantillon à des exploitations où l'activité agricole constitue la principale occupation du chef d'exploitation. Par ailleurs, les seuils minimaux des entreprises agricoles de catégorie « grande taille » correspondent à des dimensions variant approximativement de deux à trois fois la taille moyenne des exploitations spécialisées dans cette production. Ces seuils ont été déterminés en fonction de pouvoir cibler les entreprises agricoles susceptibles de se retrouver approximativement à l'intérieur du 2 % des plus grandes exploitations du Québec¹.

Les coordonnées des entreprises agricoles correspondant aux critères mentionnés ci-dessus nous ont été fournies par les bureaux régionaux du MAPAQ et de l'UPA après que ceux-ci se soient assurés de la volonté de ces exploitants de contribuer à l'étude. Au total, les coordonnées de 202 exploitations différentes nous ont été transmises. Afin de constituer notre échantillon, les exploitations de taille moyenne ont été sélectionnées par tirage aléatoire alors que l'échantillonnage des grandes entreprises agricoles a résulté d'un tirage raisonné où les plus grosses exploitations ont été ciblées. De plus, cet échantillonnage a été effectué de façon à ce que chaque région puisse être représentée autant que possible dans chacune des catégories prédéterminées. Au total, 63 entreprises agricoles ont été sollicitées afin de collaborer à l'étude. Parmi celles-ci, 37 ont accepté; ce qui a donné un taux de réponse de 59 %. L'enquête a été menée à la fin de l'été 1997 et a duré cinq semaines. Cependant, le fait qu'elle ait été conduite en pleine période des récoltes, alors que les agricultrices et agriculteurs sont fort occupés, a sûrement occasionné un taux de réponse plus faible.

¹ Estimé à partir de données du recensement de 1991.

Tableau 3.1 : Description des catégories d'exploitations ciblées pour l'enquête

Catégorie	Nombre d'exploitations à enquêter	Code	Indicateur de taille de l'exploitation
Exploitation spécialisée (plus de 60% du revenu agricole provient de cette production)			
Exploitation laitière de grande taille	5	Lait G	Plus de 120 vaches en production
Exploitation laitière de petite/moyenne taille	5	Lait P/M	25 à 65 vaches en production
Exploitation porcine de grande taille Naisseur/finisseur Finisseur (intégré) Naisseur	7	Porc G	Plus de 325 truies Plus de 3500 places en finition Plus de 500 truies
Exploitation porcine de petite/moyenne taille Naisseur/finisseur Finisseur (intégré)	7	Porc P/M	135 à 200 truies 1200 à 2000 places en finition
Exploitation de grandes cultures de grande taille	5	Gr. Cultures G	Plus de 400 ha en cultures
Exploitation diversifiée (les productions secondaires contribuent plus de 40% du revenu agricole)			
Exploitation diversifiée de petite/moyenne taille	5	Diversifiée P/M	60 à 200 ha en cultures Valeur marchande du capital agricole : 500 000 \$ à 2M \$

Parmi les 37 exploitations enquêtées, 34 ont pu être retenues à des fins d'analyse et ont été classées dans l'une des six catégories préalablement définies, chacune reflétant un type d'exploitation agricole particulier. Quant aux trois entreprises exclues, elles ne respectaient pas les critères qui auraient permis de les classer dans l'une des catégories d'exploitations préalablement établies. Le tableau 3.2 nous informe de la répartition géographique des exploitations enquêtées.

Tableau 3.2 : Répartition géographique des exploitations enquêtées

Région	Lait G	Lait P/M	Porc G	Porc P/M	Gr. Cultures G	Diversifiée P/M	TOTAL
Bas-Saint-Laurent Côte-du-Sud	0	2	2	2	0	2	8
Mauricie Bois-Francs	3	1	2	1	1	1	9
Lanaudière	1	0	2	1	1	1	6
Montérégie	1	2	1	3	3	1	11
TOTAL	5	5	7	7	5	5	34

Un questionnaire a été élaboré et prétesté auprès de trois exploitations afin d'apporter les ajustements et corrections nécessaires. Le questionnaire qui en est résulté (voir annexe) est subdivisé en trois grandes parties. La première vise à recueillir des informations relatives à la structure de production ainsi qu'au système de propriété et à l'organisation du travail de l'exploitation. Les paramètres suivants ont été retenus pour les structures de production :

- le type de production (laitière, porcine ou grandes cultures) ;
- la part du revenu provenant de la production principale afin de pouvoir distinguer les exploitations spécialisées des exploitations diversifiées ;
- la taille de l'entreprise agricole, mesurée par l'une des variables suivantes : le nombre d'unité travail-personne (UTP)¹, la valeur marchande du capital agricole, le revenu brut annuel, le nombre de têtes pour le cheptel des entreprises d'élevage, de même que la superficie en culture pour les exploitations diversifiées et les entreprises de grandes cultures ;
- et la contractualisation de la production dans le cas des élevages porcins.

La seconde partie du questionnaire permet de collecter des informations relatives à la participation des ménages agricoles à la vie communautaire et dans diverses organisations et institutions. Seule la participation des membres adultes du ménage impliqués dans l'entreprise agricole a été considérée et, pour chaque implication dans une organisation,

¹ Cette unité de mesure est généralement employée dans cette étude afin d'effectuer diverses analyses en relation avec la taille des exploitations car, dans un contexte où plusieurs types de production sont considérés, elle s'avère offrir la meilleure indication de la taille des entreprises.

leur niveau de participation a été évalué selon la cote suivante : 1 = don de charité ; 2 = membre en règle ; 3 = participation occasionnelle (activité sociale, exercice du droit de vote, etc.) ; 4 = membre d'un comité ; 5 = poste dans l'administration. Cette échelle d'évaluation de participation est similaire à celle qui a été développée par Chapin et qui a également été utilisée dans les principales recherches qui ont traité de la participation dans la vie communautaire en milieu rural (Chapin, 1955 ; dans Poole, 1981). Une liste d'organisations habituellement présentes en milieu rural et classées selon que leur vocation soit économique ou à caractère social a guidé cette partie de l'entrevue (voir tableau A.1 en annexe). La participation au sein de l'Union des producteurs agricoles a été évaluée selon la même échelle. Enfin, une auto-évaluation du niveau d'implication du ménage dans les entités socio-économiques de la région, de même que le temps mensuel approximatif consacré par les membres adultes du ménage pour cette implication complètent cette partie.

Finalement, la dernière partie du questionnaire vise à recueillir des données sur les principaux lieux d'approvisionnement liés aux dépenses en biens et services consommés par le ménage, de même qu'aux diverses catégories de charges de l'exploitation. Une cote a été attribuée pour chaque poste de dépenses en fonction de la proximité, par rapport à l'exploitation, du principal fournisseur ou marchand cité. Cette « cote de proximité » a été établie de la façon suivante :

- 1 = Dans la municipalité où est localisée l'exploitation ou dans l'une des municipalités contiguës (excluant le centre urbain régional¹) ;
- 2 = À l'intérieur de 30 km de distance de l'exploitation, mais excluant les municipalités comprises à la « cote 1 » et le centre urbain régional ;
- 3 = Dans le centre urbain régional (C.U.R.) le plus près de l'exploitation² ;
- 4 = Entre 30 et 60 km de distance de l'exploitation ou encore dans le second C.U.R. le plus près, mais à moins de 60 km de distance de l'exploitation ;

¹ Un centre urbain régional est défini comme toutes municipalités comptant plus de 10 000 habitants.

² Afin de mieux tenir compte de l'offre de services qui caractérise la région immédiate de l'entreprise agricole, la valeur de la cote attribuée au centre urbain régional (CUR) a de plus été pondérée par la distance qui sépare le CUR de l'exploitation et par la densité de population sur le territoire délimité par les cotes 1 et 2. La méthode de calcul utilisée pour obtenir cette « valeur pondérée de la cote CUR » est explicitée en annexe au tableau A.2.

5 = Dans la même région administrative mais à plus de 60 km de distance de l'exploitation ;

6 = Extra-régional (à l'extérieur de la région administrative).

Plus d'un fournisseur pouvaient être notés si la répondante ou le répondant le souhaitait. Les types de dépenses du ménage sur lesquels des données ont été recueillies comprenaient les établissements d'enseignement, les services de santé, les loisirs, de même que les principaux postes de dépenses en biens et services (alimentation, ameublement, vêtements, restauration, etc.). En ce qui concerne les charges de l'exploitation, elles peuvent être subdivisées en trois principales catégories : les intrants (aliments et médicaments pour animaux, animaux de remplacement, intrants de culture et carburant), les investissements (matériel roulant, machinerie, équipements pour animaux, bâtiments, matériaux de construction et entretiens/réparations), et les services (services-conseils, institutions financières et travaux à forfait). Les tableaux A.3a et A.3b en annexe (portant sur les facteurs de pondération qui sont expliqués à la section suivante) énumèrent les divers postes de dépenses qui ont été utilisés à l'intérieur de chacun des types de charges de l'exploitation et de dépenses du ménage.

Toutes les questions relatives à la participation, à la main-d'œuvre et aux approvisionnements référaient à une période remontant jusqu'en janvier 1995, tandis que les questions liées aux investissements, parce qu'ils sont plus sporadiques, référaient à une période remontant jusqu'en 1992. À la fin de l'entrevue, un temps d'échange plus informel était alloué et tous les commentaires ou propos pertinents à l'étude ont pu être notés.

Les données recueillies ont été soumises à un processus de validation, tâche qui s'est avérée laborieuse puisqu'elle a nécessité, entre autres, une vérification de la localisation des fournisseurs pour les différents biens et services destinés à l'exploitation. Le lieu d'approvisionnement pour un achat devait correspondre à la localité du lieu physique du commerce, du bureau ou du comptoir de services du fournisseur cité. Si le fournisseur était représenté par un individu couvrant un territoire donné mais n'occupant pas un emplacement spécifique pour effectuer son travail, le lieu de résidence de ce représentant était alors considéré comme lieu d'approvisionnement pour cet achat. Il a ensuite été

nécessaire d'évaluer, à l'aide de cartes routières¹ de ces régions, la distance entre l'exploitation et les localités où étaient situés ces divers fournisseurs afin de pouvoir attribuer une valeur de codification appropriée à chacun des achats de l'exploitation. La saisie des données a été effectuée sur un chiffrier de type Excel, version 7.0.

3.3 Méthodes d'analyse utilisées

3.3.1 Modes de dépenses selon le type d'entreprise agricole

La première partie de cette étude examine si les localisations d'achat des principales catégories de charges de l'entreprise agricole et des dépenses du ménage de l'exploitation varient selon certaines caractéristiques structurelles de l'exploitation. Cette estimation permet d'apprécier le degré d'intégration des entreprises agricoles dans l'économie locale. Deux méthodes sont utilisées afin de déterminer le niveau d'approvisionnement local. La première repose sur la construction d'un indice de localisation reflétant la proximité du lieu d'achat par rapport à l'exploitation, alors que la seconde tente d'évaluer la part des dépenses effectuées « localement ».

Avant d'explicitier davantage ces deux méthodes, il apparaît important d'expliquer et de justifier la pondération qui a servi à évaluer l'importance relative de chacune des charges dans les coûts d'exploitation et celle de chacune des dépenses dans le budget du ménage. En effet, le processus de collecte de données a permis de recueillir des informations portant sur la localisation d'achat mais non pas sur les montants que pouvaient représenter ces diverses charges. Il a été décidé de ne pas examiner l'ensemble des dépenses d'exploitation lors de la collecte de données par crainte de rebuter plusieurs chefs d'exploitation. En conséquence, il a été nécessaire d'établir une pondération en fonction du poids relatif accordé à chaque dépense ou groupe de dépenses par rapport à l'ensemble des coûts de production de l'exploitation ou à l'ensemble des dépenses du ménage. Des facteurs de

¹ Cartotèque Géo-Montagne ltée (1995). *Laurentides/Lanaudière (no. 3)* ; *Montérégie (no. 5)* ; *Cœur-du-Québec/Mauricie (no. 7)* ; *Région de Québec (no. 8)* ; *Bas-Saint-Laurent/Gaspésie (no. 12)*. Saint-Laurent : J.D.M. Géo Distribution inc.

pondération ont ainsi été établis afin de tenir compte de l'importance relative du coût de chacune des charges ou catégories de charges. Plusieurs documents portant sur les coûts de production de divers types d'entreprises agricoles ont été consultés afin d'évaluer le plus adéquatement possible les valeurs à attribuer à chacun de ces facteurs de pondération. Cependant, il convient de mentionner que la construction de ces facteurs ne prétend pas représenter de façon irréprochable la proportion exacte du coût de chacune des charges de l'exploitation ou dépenses du ménage, mais elle en fournit une estimation relativement précises et permettent ainsi d'éviter d'accorder trop d'importance à certains postes de dépenses et de réduire au minimum les risques de biais dans l'évaluation des niveaux d'approvisionnement local. Les tableaux A.3a et A.3b de l'annexe présentent les valeurs de ces facteurs de pondération.

La première des approches utilisée pour déterminer le niveau d'approvisionnement local s'appuie sur la construction d'un indice de localisation. Cet indice est basé sur la cote de proximité attribuée pour le lieu d'achat de chaque poste de dépenses, cote qui va de un à six comme nous l'avons vu antérieurement. L'indice de localisation est donc obtenu en établissant, d'abord pour l'entreprise agricole, la moyenne des cotes de proximité qui lui ont été attribuées pour chaque catégorie de poste de dépenses ou de charges de l'exploitation. Cette valeur de l'indice de localisation est, de plus, calculée en tenant compte des facteurs de pondération mentionnés précédemment. Une moyenne des valeurs d'indice de localisation de chaque entreprise agricole peut ensuite être calculée selon différents regroupements d'exploitations. Plusieurs méthodes d'analyse faisant usage de cet indice de localisation sont utilisées pour comparer les niveaux d'approvisionnement local des différents types d'entreprises agricoles.

D'abord, les valeurs moyennes de l'indice de localisation obtenus pour différentes charges et dépenses sont comparées en fonction de divers regroupements d'entreprises agricoles. Des tests statistiques sur ces moyennes (tests de Student bilatéral homoscédastiques ou hétéroscédastiques, selon le cas) permettent de déterminer si, au sein de notre échantillon, les différences observées entre chaque regroupement d'exploitations sont significatives.

Les valeurs des moyennes, écarts-types et de probabilités du test t sont présentées aux tableaux A.4a, A.4b et A.5 de l'annexe.

Une analyse graphique a également été utilisée pour évaluer la nature de la relation entre le lieu d'approvisionnement, exprimé par la valeur de l'indice de localisation, et la dimension des exploitations. Des courbes de régression linéaire, superposées sur un graphique illustrant la variation de la localisation d'achat en fonction de la dimension des exploitations, sont employées afin de vérifier si une tendance peut être décelée selon la taille. Chacune de ces courbes est ensuite testée pour vérifier si le paramètre qui exprime la pente de la courbe est significatif.

Des analyses de régression linéaire multiple sont ensuite utilisées afin d'identifier les éléments qui font varier l'indice de localisation pour chacune des catégories de charges de l'exploitation. Cependant, la faible taille de notre échantillon ne permet pas de construire un modèle qui introduirait un trop grand nombre de variables, car cela en réduirait rapidement la précision. Par conséquent, les variables indépendantes du modèle ont été limitées à la taille de l'entreprise agricole évaluée par le nombre d'unités travail-personne (UTP), et au type de production.

Un plan cartésien, construit à partir des valeurs des indices de localisation obtenues pour l'achat des intrants et des investissements de chaque entreprise agricole, a également été utilisé afin d'illustrer la dispersion des exploitations en fonction de leur comportements d'achats. Ce type de graphique permet d'offrir une autre appréciation du niveau d'intégration des entreprises agricoles dans l'économie locale.

La seconde approche servant à estimer le niveau d'approvisionnement local se veut complémentaire à la première; elle permet de contre-vérifier les résultats des analyses précédentes qui reposent sur l'indice de localisation et d'exprimer différemment la propension des entreprises agricoles à s'approvisionner localement. Dans ce deuxième cas, le principal lieu d'achat de chacune des charges et dépenses est qualifié de « local » s'il se situe soit à l'intérieur de 30 kilomètres de distance de l'exploitation, soit dans le centre urbain régional le plus près, et de « non-local » si autrement. La proportion des dépenses

effectuées au niveau local peut ensuite être estimée à l'aide des facteurs de pondération, pour chacune des catégories de charges et de dépenses de l'exploitation. Ainsi, comparativement à la première approche, cette autre évaluation du niveau d'approvisionnement local ne s'appuie pas sur une échelle aussi précise que l'indice de localisation pour qualifier la proximité des achats. Cette deuxième approche permet cependant d'examiner la distribution des exploitations selon la proportion des dépenses effectuées au niveau local et d'estimer, pour les divers types de charges et de dépenses, la part des achats effectués localement en fonction du type d'entreprise agricole.

L'indice de localisation est par la suite utilisé de nouveau afin d'identifier, pour chacun des types de charges et de dépenses, les variables qui affectent significativement le niveau d'approvisionnement local. Cette analyse permet également de faire ressortir les postes de dépenses qui semblent le plus affectés par les caractéristiques structurelles des exploitations. Les tests de Student, de même qu'une analyse de corrélation dont les résultats sont présentés au tableau A.6 de l'annexe, sont utilisés pour cette partie de l'analyse.

Enfin, quelques analyses descriptives complémentaires, concernant l'utilisation des types de fournisseurs pour les services et les fournitures, complètent cette première partie portant sur les modes de dépenses des entreprises agricoles. La majorité des analyses mentionnées ci-dessus ont pu être réalisées à l'aide d'un logiciel Excel 7.0. Seules l'analyse de régression linéaire multiple de même que l'analyse de corrélation ont dû être effectuées sur un autre type de logiciel, soit la version 8.0 de SPSS.

3.3.2 Effet de la taille des exploitations sur les besoins en main-d'œuvre

Avant de se pencher sur la seconde approche pour caractériser les échanges des entreprises agricoles avec le milieu rural, soit l'influence des structures de production des exploitations sur la participation communautaire, un indicateur socio-économique sera brièvement examiné en fonction de la dimension des entreprises agricoles : la productivité du travail par unité de main-d'œuvre. Cette productivité est évaluée pour les principales productions

et peut être comparée aux moyennes québécoises et selon la taille des exploitations. Ainsi, cette analyse supplémentaire permet d'apprécier l'ampleur de l'incidence potentielle de la dimension des fermes sur les niveaux d'emploi agricole.

3.3.3 Participation dans la communauté selon le type d'entreprise agricole

La seconde partie de cette étude examine si la participation dans la vie communautaire varie en fonction du type d'exploitation. Un indice de participation a été développé afin de caractériser les niveaux d'implication socio-économique des productrices et des producteurs agricoles. Cet indice a été construit en faisant la somme des cotes (voir section 3.2) attribuées pour l'implication d'un membre adulte du ménage agricole dans chacune des organisations socio-économiques mentionnées, somme qui a ensuite été divisée par le nombre d'individus adultes susceptibles d'offrir cette participation. Ainsi, cet indice prend en compte autant le nombre d'entités que le niveau de responsabilité associé à chacune de ces implications, le tout étant pondéré par le nombre d'adultes du ménage agricole. Deux autres types de données servent également à évaluer la participation communautaire des ménages agricoles : une estimation, par la ou le chef d'exploitation, du temps mensuel approximatif consacré par les membres adultes du ménage pour leur implication dans la communauté et une auto-évaluation qualitative du niveau d'implication du ménage dans les entités socio-économiques de la région.

Différentes méthodes sont utilisées pour procéder à l'analyse de ces données. D'abord, les valeurs moyennes de l'indice de participation et du nombre d'heures vouées à l'implication communautaire sont comparées en fonction de divers regroupements d'entreprises agricoles. Des tests statistiques sur ces moyennes (tests de Student bilatéral homoscédastiques ou hétéroscédastiques selon le cas) permettent, ici aussi, de déterminer si les différences observées entre chaque regroupement d'exploitations sont significatives. Les valeurs des moyennes, écarts-types et de probabilités du test t sont également présentées aux tableaux A.4a, A.4b et A.5 de l'annexe. Un plan cartésien construit à partir des indices de participation permet aussi d'illustrer graphiquement la dispersion des

entreprises agricoles selon le niveau de participation des exploitantes et des exploitants dans les entités sociales et les entités économiques. Enfin, l'auto-évaluation du niveau d'implication socio-économique du ménage contribue à compléter cette analyse de la participation à l'aide de distribution construite en fonction de cette perception de leur niveau d'implication dans la région.

3.4 Portée et limites

Avant de présenter les résultats de l'enquête au chapitre suivant, il convient de préciser que cette étude vise d'abord à amorcer une réflexion sur les répercussions potentielles de l'évolution des structures de production agricoles sur le milieu rural québécois. Ainsi, cette recherche interroge le développement régional et entend donc soulever des questionnements sur le développement agricole qui vont bien au-delà de la performance économique de l'exploitation. Par ailleurs, cette recherche devrait également contribuer à actualiser les connaissances traitant de l'influence des structures de production agricole sur le dynamisme socio-économique des collectivités rurales.

En ce qui concerne l'enquête, il est important de rappeler qu'elle s'appuie, pour des raisons de temps et de budget, sur un échantillon relativement restreint. Ceci constitue une limite du point de vue de la représentativité des systèmes de production, des fermes selon leur taille et des différentes régions du Québec. En conséquence, nous ne pouvons extrapoler indûment à partir de l'observation du comportement de cet échantillon d'exploitations et cette investigation ne peut donc pas prétendre apporter une démonstration incontestable de l'applicabilité de l'hypothèse de Goldschmidt au contexte québécois. Néanmoins, cette démarche permet d'explorer et d'expérimenter certaines approches de recherche pouvant être utilisées pour aborder cette problématique. Elle permet en outre de vérifier, sur un échantillon relativement circonscrit d'exploitations, si des tendances peuvent être décelées concernant la variation de l'intensité des liens socio-économiques qu'entretiennent les exploitations avec le milieu rural en fonction de leurs caractéristiques structurelles. Les résultats de ce travail exploratoire devraient enfin contribuer à déterminer si une étude plus

approfondie et à plus grande échelle serait justifiée. Le cas échéant, ils permettront de formuler des questionnements sur certains aspects méthodologiques et pourront suggérer quelques pistes de travail afin d'entreprendre un tel projet de recherche.

CHAPITRE IV

ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

4.1 Caractéristiques de l'échantillon des exploitations enquêtées

Le tableau 4.1 décrit les caractéristiques relatives à la taille des exploitations de l'échantillon. Ces données permettent d'apprécier la différence entre la dimension des exploitations de petite et moyenne tailles par rapport à la catégorie des grandes entreprises agricoles. Les données de la colonne de droite, qui indiquent la taille moyenne de l'entreprise agricole québécoise pour chacun des types de production, ont été incorporées à ce tableau afin de faciliter la comparaison avec notre échantillon. Les valeurs beaucoup plus importantes de l'écart-type pour les catégories d'exploitations de « grande taille », par rapport aux catégories d'entreprises agricoles de « petite et moyenne tailles », indiquent une plus forte variabilité au sein de l'échantillon des grandes exploitations. Ce plus grand écart-type pour ces entreprises était prévisible et s'explique tant par la dimension plus importante de ces exploitations que par le fait que seul un seuil minimal a été fixé pour ce type d'entreprises agricoles alors que les catégories des exploitations de petite et moyenne tailles ont été délimitées par des seuils minimaux et maximaux.

Tableau 4.1 : Caractéristiques de l'échantillon d'entreprises agricoles selon chacune des catégories d'exploitations

Catégorie d'exploitation	Nombre d'exploitations enquêtées	Taille moyenne de l'exploitation pour chaque catégorie	Écart-type	Taille moyenne de l'exploitation québécoise
Lait G	5	295 vaches	231	46,6 vaches ¹
Lait P/M	5	43 vaches	18	
Porc naisseur G	1	1000 truies	-	Environ 200 truies par site porcin ²
Porc naisseur/finisseur				148 truies ³
	G	3	958 truies	
P/M	3	162 truies	34	
Porc finisseur (intégré)				Environ 1000 places en finition par site porcin ⁴
	G	3	5867 places en finition	
P/M	4	1903 places en finition	497	
Gr. Cultures G	5	1155 ha en cultures	846	108 ha en cultures ⁵
Diversifiée P/M	5	134 ha en cultures Valeur du capital agricole : 500 000\$ à 2 M\$	55 -	61 ha en cultures ⁶ Valeur du capital agricole : 420 000 \$ ⁷

Sources :

Données de notre enquête, 1997.

Données de la colonne de droite (taille moyenne de l'entreprise agricole québécoise) :

¹ GREPA (1998). *Les Faits saillants laitiers québécois, 1998*. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval.

² GREPA (1998). *Le portrait agroenvironnemental des entreprises porcines du Québec (Document synthèse)*. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval.

³ GREPA (1998). *Annuaire statistique porcin québécois, 1998*. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval.

⁴ GREPA (1998). *Le portrait agroenvironnemental des entreprises porcines du Québec (Document synthèse)*. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval.

⁵ Considère uniquement les exploitations de grandes cultures. Donnée calculée à partir de : MAPAQ/BSQ (1998). *Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec (Édition 1998)*. Québec : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et Bureau de la statistique du Québec.

⁶ Considère uniquement les exploitations possédants des superficies en culture. Donnée calculée à partir de : Statistique Canada (1997). *Profil agricole du Québec. Agriculture Recensement. Catalogue no. 95-176-XPB*. Ottawa : Statistique Canada.

⁷ Considère l'ensemble des exploitations recensées en 1996. Donnée calculée à partir de : Statistique Canada (1997). *Profil agricole du Québec. Agriculture Recensement. Catalogue no. 95-176-XPB*. Ottawa : Statistique Canada.

Par ailleurs, la part moyenne du revenu agricole provenant de la production principale pour la catégorie des exploitations diversifiées se situe à près de 50 %, proportion qui est significativement différente de celles observées pour les entreprises agricoles spécialisées qui affichent des niveaux de spécialisation moyens qui varient de 73 %, dans le cas des exploitations de grandes cultures, à plus de 88 %, pour les entreprises porcines, et ce, peu importe la catégorie de taille (voir tableaux A.4a et A.5 de l'annexe). Parmi les exploitations spécialisées, la seule différence significative décelée entre les degrés moyens de spécialisation concerne les exploitations porcines de type naisseur-finisser versus celles qui ne font que la finition. En effet, la part des revenus agricoles provenant de la production principale de ces deux types d'entreprises porcines représentent en moyenne 97 % et 79 % pour les naisseurs-finisser et les finisseurs respectivement. Cet écart peut s'expliquer, du moins partiellement, par le niveau normalement supérieur d'investissement capitalistique requis pour une entreprise opérant des sites de maternité et d'engraissement, ce qui tendrait à induire une plus grande spécialisation.

D'autre part, le nombre d'années d'établissement de la chef ou du chef d'exploitation interrogés ne diffère pas significativement selon les valeurs des moyennes calculées pour les différents types d'entreprises agricoles. Bien que les fermes de petite et moyenne tailles aient généralement tendance à être gérées par des exploitantes ou des exploitants en poste depuis un moins grand nombre d'années comparativement aux grandes entreprises agricoles, les tests statistiques n'ont révélé aucune différence significative entre les divers regroupements d'exploitations. Même l'écart le plus prononcé, soit celui entre les exploitations porcines de petite et moyenne tailles et les grandes entreprises laitières, qui affichent des moyennes respectives de 12,9 et 22,4 années, ne s'avère pas significatif au seuil de 10 % (Voir tableaux A.4a et A.5 de l'annexe).

4.2 Taux de participation à l'enquête

Le taux d'acceptation pour collaborer à l'étude diffère sensiblement selon le type d'exploitation agricole auquel on s'adresse (Tableau 4.2). En effet, le taux de réponse est

très élevé chez les fermes laitières (91 %) alors qu'il est faible pour l'ensemble des exploitations du secteur porcin (42 %). Le taux de refus est particulièrement élevé parmi les grandes exploitations qui opèrent un ou des sites d'engraissement (73 %). Le tiers des éleveurs de porcs contactés ont répondu ne pas être intéressés par le sujet de l'étude. Cette proportion est relativement élevée en comparaison aux autres catégories d'exploitations agricoles. Cette plus grande réticence des éleveurs porcins à participer à l'enquête pourrait être attribuable à trois facteurs principaux : le malaise lié à la crise d'image que venait de traverser le secteur au moment de l'enquête, une certaine lassitude, pour ces agricultrices et agriculteurs, face aux enquêtes compte tenu du récent recensement effectué dans le cadre de la première étape du plan agroenvironnemental de la production porcine et, possiblement, le reflet d'une intégration sociale dans le milieu rural moins accomplie.

Tableau 4.2 : Taux d'acceptation pour participer à l'enquête

Catégorie	Nombre d'exploitations enquêtées	Nombre d'exploitations contactées	Taux d'acceptation	Raisons invoquées pour refuser
Lait	10	11	91 %	- raison personnelle (1)
Porc (total)	14	33	42 %	- pas intéressé (11) - période trop occupée (8)
Naisseur/finisseur	6	12	50 %	
Finisseur P/M	4	7	57 %	
Finisseur G	3	11	27 %	
Naisseur	1	3	33 %	
Gr. Cultures G	5	9	56 %	- pas intéressé (2) - période trop occupée (2)
Diversifiée P/M	5	10	50 %	- période trop occupée (4) - changement dans le statut de l'entreprise (1)

Source : Données de notre enquête, 1997.

4.3 Modes de dépenses des exploitations

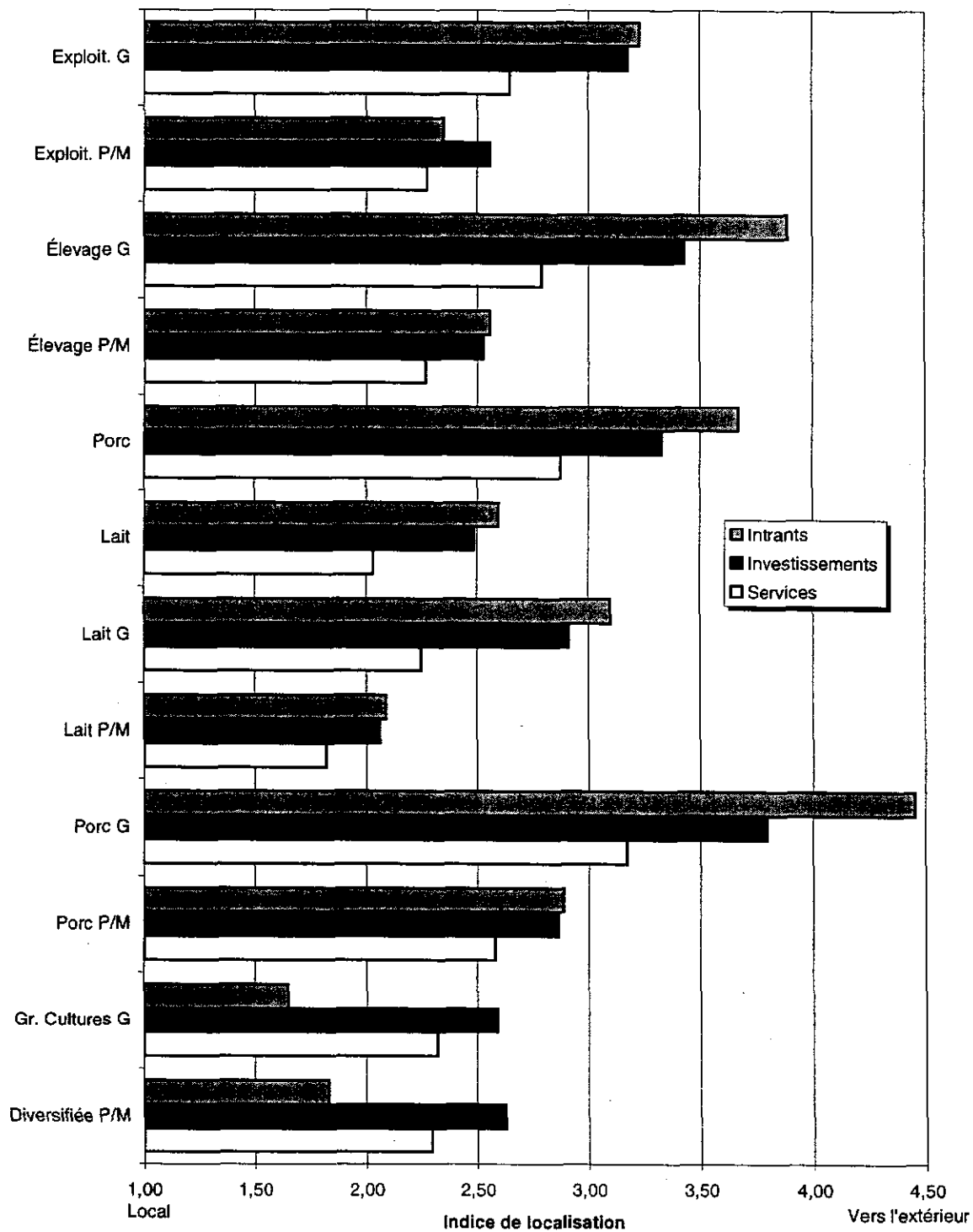
Plusieurs outils d'analyse ont été utilisés afin d'étudier les modes de dépenses des entreprises agricoles de notre échantillon. Ces diverses méthodes permettent d'évaluer, par des approches distinctes et complémentaires, le niveau d'intégration des exploitations dans l'économie locale. Les sections 4.3.1 à 4.3.7 décrivent les résultats de ces analyses alors que la section 4.3.8 présente quelques compilations de données concernant les types de fournisseurs. Une dernière section complète enfin cette partie afin de résumer l'ensemble des résultats de l'enquête et d'en faire ressortir les principales tendances concernant les modes de dépenses des entreprises agricoles.

4.3.1 Comparaison du lieu d'approvisionnement pour les principales catégories de charges de l'exploitation et les dépenses du ménage, selon différents regroupements d'entreprises agricoles

La figure 4.1 permet de comparer, selon différents regroupements d'entreprises agricoles, les valeurs moyennes obtenues de l'indice agrégé de localisation pour les principales catégories de charges de l'exploitation. Cette figure révèle d'abord une tendance générale des exploitations de petite et moyenne tailles à s'approvisionner plus localement que les grandes entreprises agricoles, différence de comportement d'achat qui s'avère significative¹ pour le cas des intrants (*Exploit. G vs Exploit. P/M*). Cette tendance apparaît plus marquée lorsque l'on compare, selon leur taille, les exploitations spécialisées dans l'élevage (*Élevage G vs P/M*). En effet, dans ce cas-ci, les indicateurs d'approvisionnement local affichent des différences significatives autant pour les intrants que pour les investissements. Une comparaison de l'ensemble des entreprises agricoles de petite et moyenne tailles à celles de grande dimension, mais cette fois-ci en excluant les exploitations de grandes cultures (*Élevage G vs P/M Exploit.*), donne les mêmes résultats. Des variations similaires

¹ L'usage du terme « significatif » dans le texte indique que le résultat du test statistique sur la différence observée entre les moyennes de deux regroupements d'exploitations (test de Student bilatéral) est significatif au seuil 10 %. Le tableau A.5 en annexe présente les valeurs de probabilité obtenues du test t.

Figure 4.1
Localisation moyenne des lieux d'approvisionnement (indice agrégé)
des principales catégories de charges de l'exploitation
selon le type d'entreprise agricole



Source : Données de notre enquête, 1997.

sont également observées en fonction de la taille au sein des exploitations laitières (*Lait G vs P/M*), de même que chez les entreprises porcines (*Porc G vs P/M*). Cependant, dans ces deux types de production, seuls les investissements au sein des fermes laitières diffèrent significativement selon la taille de l'entreprise agricole, et ce, malgré l'apparence d'écarts importants entre les grandes et plus petites exploitations. Le faible nombre d'observations qui caractérisent ces regroupements d'exploitations plus restreints peut contribuer à expliquer que ces fortes dissemblances ne soient pas significatives. L'ensemble de ces observations indique ainsi que la dimension des entreprises agricoles de notre échantillon semble avoir une incidence sur le niveau de proximité des achats de la ferme.

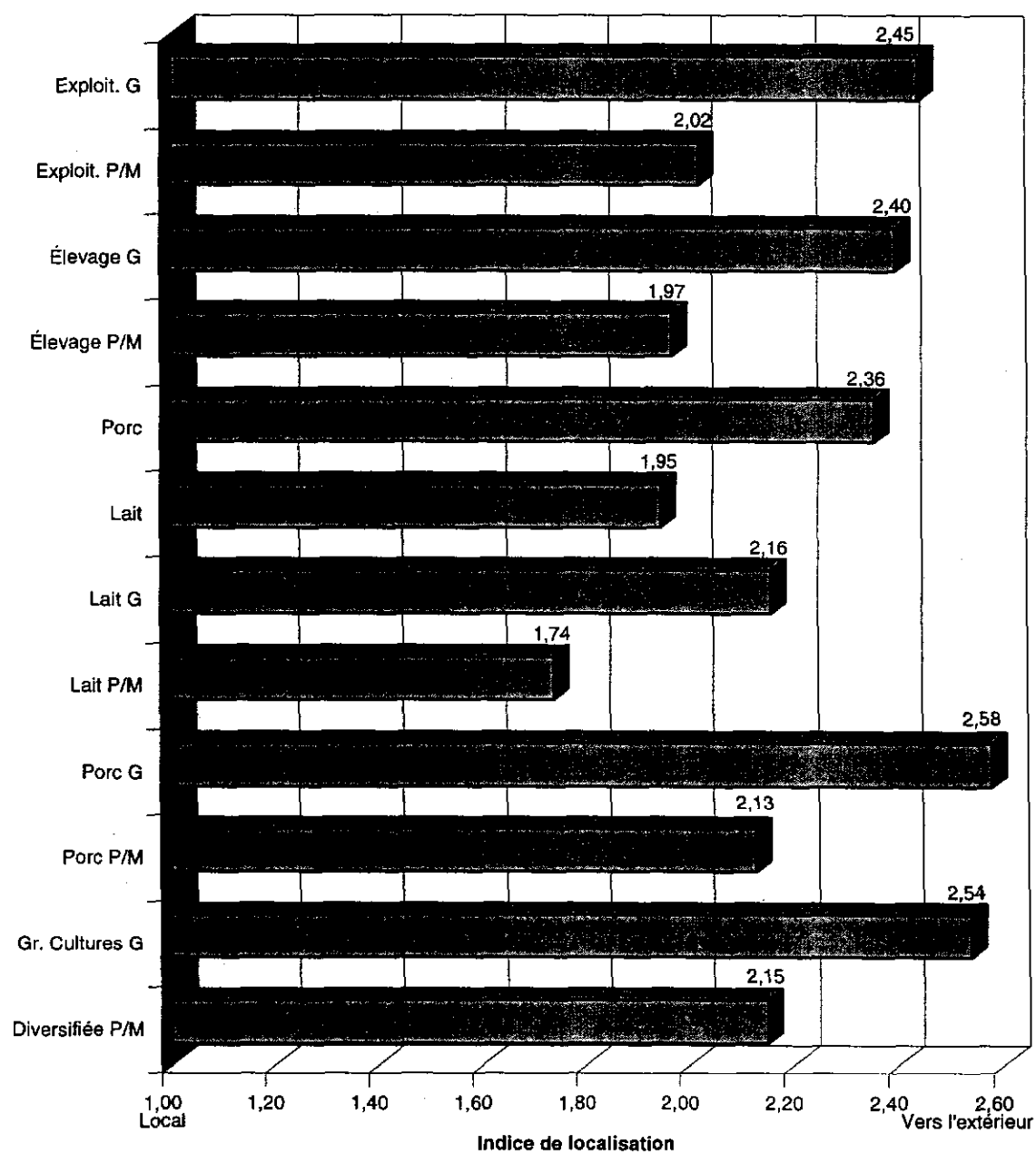
Par ailleurs, une comparaison des indices de localisation entre l'ensemble des exploitations porcines à celles du secteur laitier (*Porc vs lait*) permet de constater des disparités importantes entre ces deux types de production. Les exploitations laitières affichent, en effet, une nette tendance à acheter plus localement, notamment pour les investissements et les services où les différences observées sont significatives. D'ailleurs, parmi les six types d'exploitations prédéterminées, l'écart le plus marqué est entre les fermes laitières de petite et moyenne tailles et les grandes entreprises porcines (*Lait PM vs Porc G*). En fait, ces deux types d'exploitations affichent des scores d'approvisionnement local qui diffèrent significativement pour chacune des trois catégories de charges de l'exploitation, c'est-à-dire les intrants, les investissements et les services. Une comparaison des grandes entreprises porcines à l'ensemble des autres grandes exploitations (*Porc G vs Lait G + Gr. Cultures G*) montre également des différences qui sont significatives pour les trois catégories de charges. Ces résultats nous incitent à conclure que les exploitations porcines de notre échantillon affichent une plus forte propension à s'approvisionner vers l'extérieur que les autres types d'entreprises agricoles.

Autre élément à noter : on remarque que les producteurs de cultures commerciales n'affichent pas la même tendance que les autres grandes exploitations à aller vers l'extérieur, notamment pour l'achat des intrants où les différences entre les indices de localisation s'avèrent significatives (*Gr. Cultures G vs Lait G ; Gr. Cultures G vs Porc G*). Ce plus grand approvisionnement local pour les intrants pourrait s'expliquer par une plus

forte concentration de fournisseurs d'intrants de cultures dans les régions productrices de grandes cultures, ce qui contribuerait à favoriser un degré d'approvisionnement local plus élevé pour ce type de ferme. Cependant, cette observation pourrait également révéler une plus forte propension, pour les entreprises agricoles en général, à davantage s'approvisionner localement en ce qui concerne les intrants de culture. Par ailleurs, on constate que les exploitations de grandes cultures ont des comportements d'achat qui s'apparentent aux entreprises ayant une production diversifiée. Quant à elles, ces fermes diversifiées n'affichent pas des comportements d'achats qui soient significativement différents de ce qui est observé pour l'ensemble des autres exploitations spécialisées de tailles similaires (*Diversifiée P/M vs Élevage P/M*).

La figure 4.2 permet de faire des comparaisons, selon le type d'entreprise agricole, entre les valeurs moyennes obtenues de l'indice agrégé de localisation pour l'ensemble des biens et services consommés par le ménage de l'exploitation. De façon générale, la tendance à l'approvisionnement local pour ces dépenses semble être sensiblement la même que celle observée précédemment pour les charges de l'exploitation, mais dans ce cas-ci, avec des écarts légèrement moins prononcés. Les ménages qui exploitent des grandes entreprises agricoles affichent une propension à s'approvisionner vers l'extérieur qui est significativement plus élevée que chez les plus petites exploitations (*Exploit. G vs Exploit. P/M*). Cette différence s'avère également significative pour le cas des exploitations d'élevage (*Élevage G vs P/M*). Les fermes laitières et porcines présentent aussi des scores de localisation qui diffèrent significativement l'un de l'autre (*Porc vs Lait*). En fait, le seul comportement d'achat du ménage qui semble se démarquer des tendances relatives qui ont été observées au niveau des charges de l'exploitation concerne le groupe dont les ménages sont responsables d'entreprises de grandes cultures (*Gr. Cultures G*). En effet, les ménages rattachés à ce type d'exploitation montrent un degré d'approvisionnement moyen comparable à celui observé chez les grandes exploitations porcines (*Porc G*) et, comme ces dernières, il est significativement distinct du comportement d'achat du groupe des fermes laitières de petite et moyenne tailles (*Lait P/M*).

Figure 4.2
Localisation moyenne des lieux d'approvisionnement (indice agrégé)
pour l'ensemble des biens et services consommés par le ménage
selon le type d'entreprise agricole

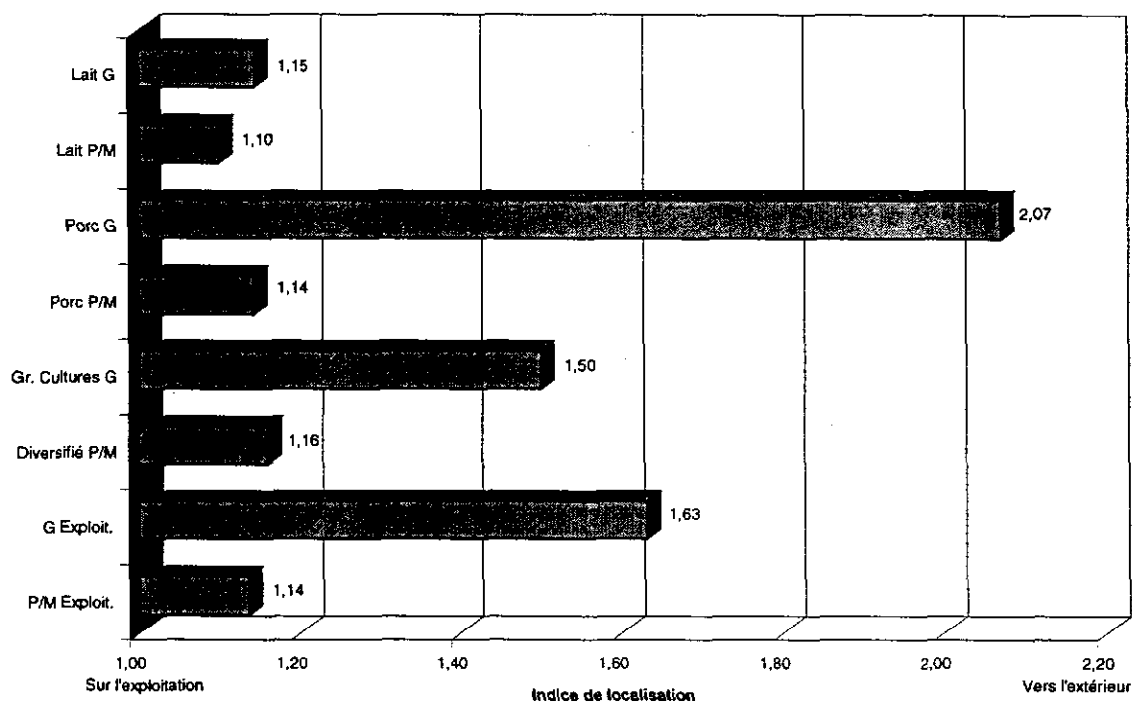


Source : Données de notre enquête, 1997.

Par ailleurs, la figure 4.3 illustre la proximité moyenne du lieu de résidence des ménages en fonction du type d'entreprise agricole. Nous remarquons que, parmi les différents types d'exploitations, les propriétaires et gestionnaires des grandes entreprises porcines et, dans une moindre mesure, les productrices et producteurs de cultures commerciales affichent un indice de localisation plus élevé pour leur résidence, ce qui laisse supposer une plus grande prédisposition de ce type d'exploitant à établir leur résidence à l'extérieur de l'entreprise agricole. En fait, ces deux types d'exploitations seraient principalement responsables de la différence significative observée entre les grandes exploitations et la catégorie des plus petites. En ce qui concerne les productrices et les producteurs des autres catégories d'entreprises agricoles, ils ont davantage tendance à avoir leur résidence sur l'exploitation ou aux abords de celle-ci. Ces observations correspondent d'assez près aux comportements relevés précédemment dans le cas des biens et services consommés par le ménage.

Figure 4.3

Localisation moyenne du lieu de résidence du ménage selon le type d'entreprise agricole

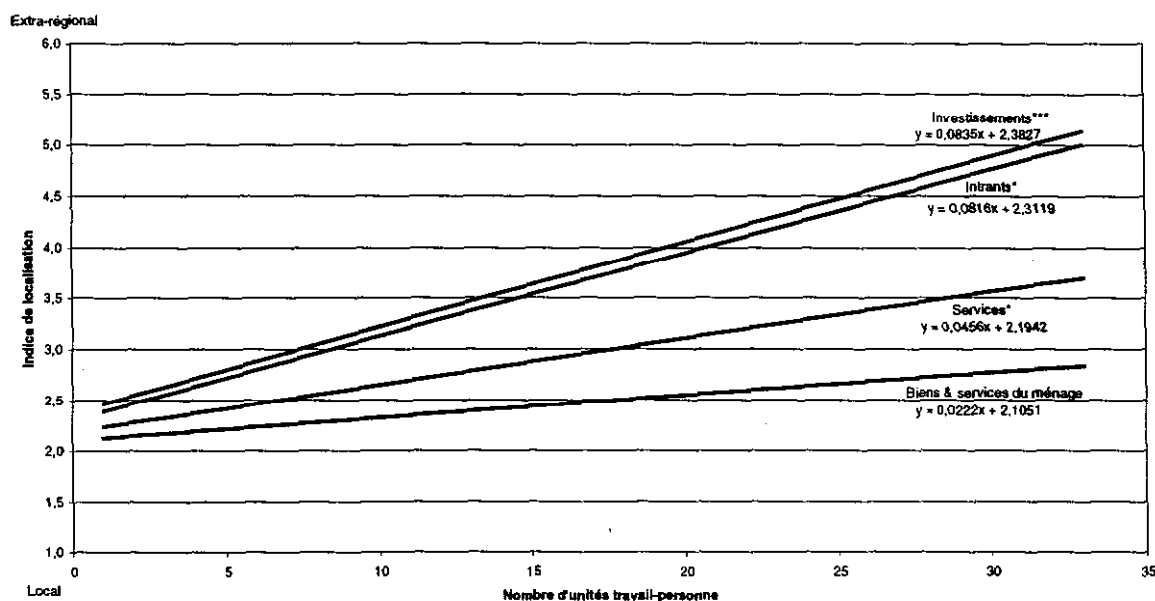


Source : Données de notre enquête, 1997.

4.3.2 Variation du lieu d'approvisionnement selon la taille des entreprises agricoles

La figure 4.4 illustre la relation entre la proximité de l'approvisionnement, exprimé par la valeur de l'indice de localisation, en fonction de la taille des entreprises agricoles, mesurée en termes d'unités de travail-personne (UTP). Les courbes de tendance linéaire ont été tracées pour chacune des catégories de charges de l'exploitation, de même que pour l'ensemble des biens et services du ménage. L'examen de ce graphique permet d'observer une relation positive entre l'éloignement du lieu d'approvisionnement et la taille des entreprises agricoles, c'est-à-dire que les achats tendent à se faire de plus en plus loin au fur et à mesure que la taille de l'entreprise augmente. Cette relation s'avère significative (voir analyse de corrélation au tableau A.6 en annexe) pour les trois catégories de charges de l'exploitation, soit les intrants, les investissements et les services, mais elle ne l'est pas dans le cas des biens et services du ménage. De plus, on remarque que les comportements d'achats face aux intrants et aux investissements varient sensiblement de la même façon et

Figure 4.4
Localisation d'achat des principales catégories de charges de l'exploitation
en fonction de la taille de l'entreprise agricole



*** : Indique que le paramètre de la variable X est significatif au seuil de 1 %.
 * : Indique que le paramètre de la variable X est significatif au seuil de 10 %.

Source : Données de notre enquête, 1997.

que ces variations, comme l'indique la pente des courbes, s'avèrent plus prononcées que dans le cas des services. L'ensemble de ces observations concordent d'ailleurs avec ce qui a été relevé précédemment et tend ainsi à confirmer que le niveau de proximité des achats affiché par les entreprises agricoles de notre échantillon résulte en partie de leur dimension.

4.3.3 Analyse de régression linéaire

Une analyse de régression linéaire a été utilisée afin de tenter d'expliquer la variation de l'indice de localisation, non seulement en fonction de la taille de l'exploitation mais également selon le type de production de l'entreprise agricole. Le modèle de premier ordre employé pour cette régression est représenté par l'équation suivante :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 X_{i1} + \beta_2 X_{i2} + \beta_3 X_{i3} + \beta_4 X_{i4} + \epsilon_i$$

où Y = indice de localisation (lieu d'achat) ;

β_0 = ordonnée à l'origine;

X_1 = taille de l'exploitation (nombre d'UTP) ;

X_2 = 1 si lait
0 si autrement ;

X_3 = 1 si porc
0 si autrement ;

X_4 = 1 si grandes cultures
0 si autrement.

La méthode du R^2 maximal (*Step-wise*) a été employée afin de sélectionner le meilleur modèle pour chacune des catégories de charges de l'exploitation. Les équations qui ont résulté de cette analyse sont présentées ci-dessous :

$$Y_{\text{intrants}} = 1,552 + 0,104 \text{ TAILLE} + 1,259 \text{ PORC}$$

(0,315)*** (0,032)*** (0,432)***

$$F_{\text{cal}} = 9,976 > F(0,01, 2, 27); \quad R^2 \text{ ajusté} = 0,382$$

$$Y_{\text{investissements}} = 2,053 + 0,083 \text{ TAILLE} + 0,870 \text{ PORC}$$

$$(0,250)^{***} \quad (0,026)^{***} \quad (0,343)^{**}$$

$$F_{\text{cal}} = 8,924 > F(0,01,2,27); \quad R^2 \text{ ajusté} = 0,353$$

$$Y_{\text{services}} = 1,852 + 0,053 \text{ TAILLE} + 0,569 \text{ PORC}$$

$$(0,196)^{***} \quad (0,020)^{**} \quad (0,269)^{**}$$

$$F_{\text{cal}} = 6,044 > F(0,01,2,27); \quad R^2 \text{ ajusté} = 0,258$$

où : Y = indice de localisation (proximité des achats) ;

TAILLE = taille de l'entreprise agricole mesurée par le nombre d'unité travail-personne (UTP) ;

PORC = variable binaire pour la production porcine ;

*** = significatif au seuil de 1 % ;

** = significatif au seuil de 5 %.

Nous constatons d'abord que, pour ces modèles, la valeur calculée de F (F_{cal}) est supérieure à la valeur de F_{α} pour chacune des trois équations, ce qui indique que les modèles suggérés sont tous significatifs au seuil de 1 %. L'examen des modèles de chacune des catégories de charges de l'exploitation permet ensuite de constater que, parmi les coefficients estimés, les seuls qui se soient avérés statistiquement significatifs sont toujours les mêmes, soit la TAILLE et le PORC. Aucun des paramètres estimés pour les variables des autres types de production n'a été trouvé significatif. Nous pouvons conclure de ces résultats que les variables relatives à la taille et à la production porcine contribuent à expliquer significativement la variation observée de l'indice de localisation. Cela confirme ce qui a été observé précédemment sur notre échantillon, soit que le niveau d'approvisionnement local tend à diminuer avec l'augmentation de la taille des entreprises agricoles et une spécialisation dans la production porcine.

Par ailleurs, les coefficients de détermination ajustés révèlent que les deux variables retenues dans ces trois modèles contribuent à expliquer près de 26 % de la variation observée pour le cas des services alors que pour les investissements et les intrants, respectivement 35 % et 38 % des variations sont expliquées par leur équation respective.

Ces valeurs des R^2 ajustés peuvent sembler faibles au premier abord, mais si l'on considère que seulement deux variables explicatives ont été conservées dans le modèle (TAILLE et PORC), elles apparaissent alors relativement élevées et satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les intrants et les investissements. De plus, il faut rappeler que cette analyse de régression linéaire n'avait pas pour objectif de construire un modèle qui expliquerait avec la plus grande précision possible la variation observée, mais plutôt qu'elle visait à identifier les variables qui semblent affecter le plus significativement la localisation d'achat.

Enfin, l'examen des coefficients des trois modèles révèle que la variation observée dans la localisation d'achat est deux fois plus importante pour les intrants que pour les services et que cette variation est intermédiaire dans le cas des investissements. En d'autres termes, le lieu d'approvisionnement pour les intrants est deux fois plus affecté, et ce, tant par une augmentation de la taille que par la spécialisation en production porcine, que ne l'est la localisation d'achat pour les services. Ce qui sous-entend que les fournisseurs de services seraient de façon générale moins touchés par les changements dans les caractéristiques structurelles des exploitations que ne peuvent l'être les autres types de fournisseurs.

4.3.4 Dispersion des exploitations en fonction de la localisation d'achat des intrants et des investissements

La figure 4.5 illustre la dispersion des entreprises agricoles en fonction de la valeur de l'indice de localisation obtenue pour les intrants et les investissements, soit les deux catégories de charges pour lesquelles les variations observées sont les plus marquées. Chacune des 34 exploitations enquêtées est représentée sur le plan cartésien par un symbole identifiant le type d'entreprise agricole. Deux axes tracés à la valeur de 3,5 sur l'indice de localisation, soit la valeur médiane de notre échelle de localisation, servent à distinguer une propension à acheter localement d'une tendance à s'approvisionner à un niveau extra-régional. Quatre quadrants ont ainsi pu être constitués : L/L (propension à s'approvisionner localement en intrants et investissements); L/E (propension à s'approvisionner localement en intrants, mais à l'extérieur pour les investissements); E/E (propension à s'approvisionner

à l'extérieur pour les intrants et les investissements); et E/L (propension à s'approvisionner à l'extérieur pour les intrants, mais localement pour les investissements). La dispersion des exploitations dans chacun des quadrants est la suivante :

L/L : Lait G (3/5); Lait P/M (4/5); Porc G (1/7); Porc P/M (3/7); Gr. Cultures (4/5) et Diversifiée (4/5).

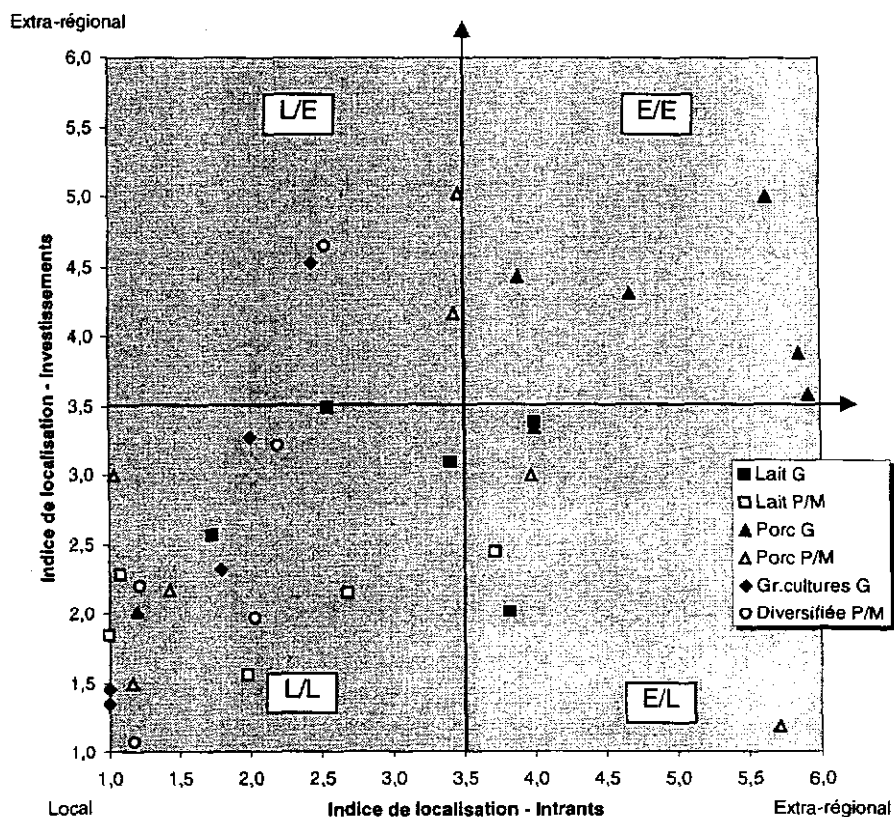
L/E : Porc P/M (2/7); Gr. Cultures (1/5) et Diversifiée (1/5).

E/E : Porc G (5/7)

E/L : Lait G (2/5); Lait P/M (1/5); Porc G (1/7) et Porc P/M (2/7).

Figure 4.5

Localisation d'achat des intrants et des investissements selon le type d'entreprise agricole



Source : Données de notre enquête, 1997.

Plusieurs informations peuvent être tirées de cette figure. D'abord, plus de la moitié des exploitations enquêtées sont contenues dans le quadrant L/L. Ce quadrant regroupe la plupart des entreprises de grandes cultures et des exploitations diversifiées ainsi que sept des dix fermes laitières. Par ailleurs, cinq des sept grandes exploitations porcines se retrouvent dans le quadrant E/E, ce qui indique une tendance, pour ces entreprises, à s'approvisionner à l'extérieur, tant pour l'achat de leurs intrants que pour leurs investissements. Parmi les grandes entreprises porcines, une seule se retrouve dans le quadrant L/L et celle-ci correspond à l'unique entreprise de notre échantillon à appartenir à une coopérative agricole. Enfin, on observe que les exploitations porcines de petite et moyenne tailles exhibent deux types de comportements distincts : soit qu'elles affichent une propension à s'approvisionner vers l'extérieur un peu comme les grandes exploitations porcines (trois des fermes Porc P/M sont à proximité du quadrant E/E), soit qu'elles s'approvisionnent localement. Ce graphique illustre donc très clairement la tendance décelée précédemment concernant les grandes exploitations porcines.

4.3.5 Proportion des dépenses effectuées localement

Une seconde approche a également été utilisée pour rendre compte de la propension des exploitations à s'approvisionner localement. Cette autre méthode, basée sur le taux d'approvisionnement local¹ expliqué au chapitre précédent, permet de contre-vérifier les tendances observées précédemment à l'aide des indices de localisation. La proportion des dépenses effectuées localement a ainsi été estimée pour chacune des exploitations enquêtées. Ces proportions ont été examinées pour les trois catégories de charges de l'entreprise agricole, de même que pour les biens et services destinés au ménage.

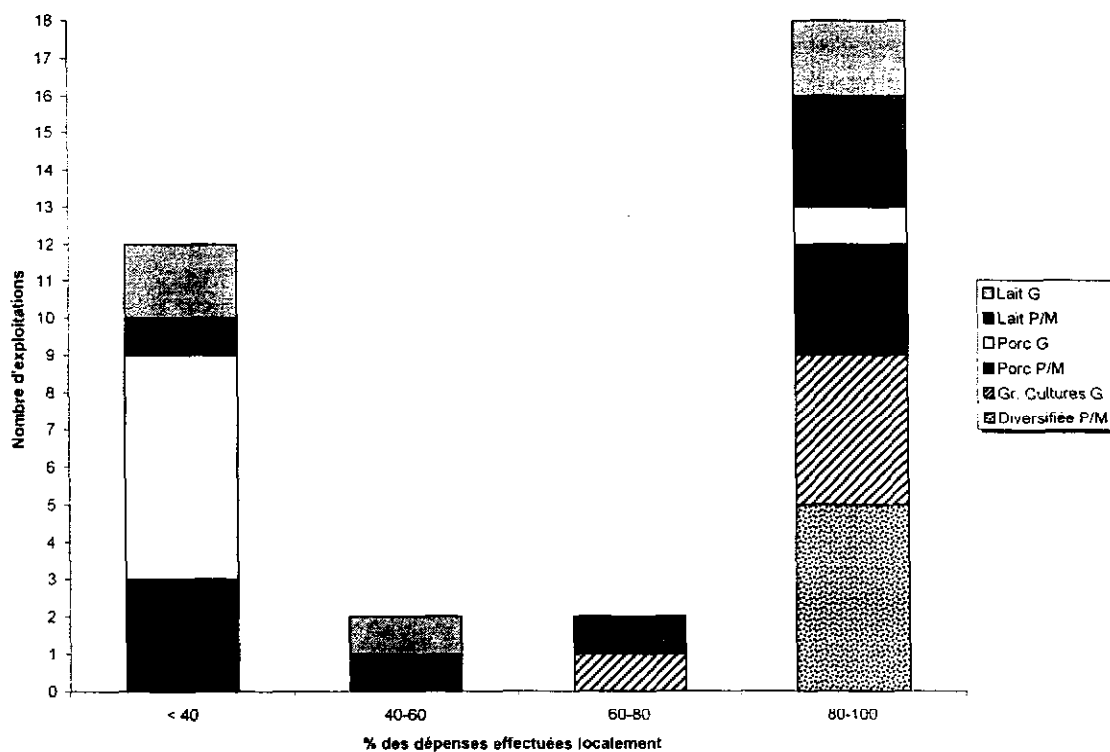
La figure 4.6 présente la distribution des exploitations selon la part de leurs dépenses en intrants effectuées localement. L'examen de cette figure illustre que les entreprises agricoles enquêtées tendent à adopter deux types de comportement d'achat relativement

¹ Le qualificatif « local » s'applique aux achats effectués à l'intérieur d'un rayon de 30 kilomètres de distance de l'exploitation ou encore, dans le centre urbain régional le plus près de celle-ci.

opposés en ce qui concerne les intrants : soit qu'elles s'approvisionnent principalement à l'extérieur pour leurs intrants, soit qu'à l'inverse, elles font la plupart de leurs dépenses localement. Les grandes entreprises porcines exhibent de nouveau cette première tendance de comportement pour l'achat de leurs intrants (soit six entreprises sur sept) alors que les exploitations porcines de petite et moyenne tailles affichent, comme observé à la section précédente, soit des comportements d'achats qui s'apparentent aux plus grandes fermes porcines, soit une propension à s'approvisionner localement. Les grandes fermes laitières exhibent également ces deux types de tendances quant à leur degré d'approvisionnement local. Parmi les 18 exploitations qui effectueraient plus de 80 % de leurs dépenses d'intrants localement, on compte 11 entreprises de petite et moyenne tailles et quatre grandes fermes spécialisées dans les cultures commerciales.

Figure 4.6

Distribution des entreprises agricoles selon la proportion de leurs dépenses en intrants effectuées localement

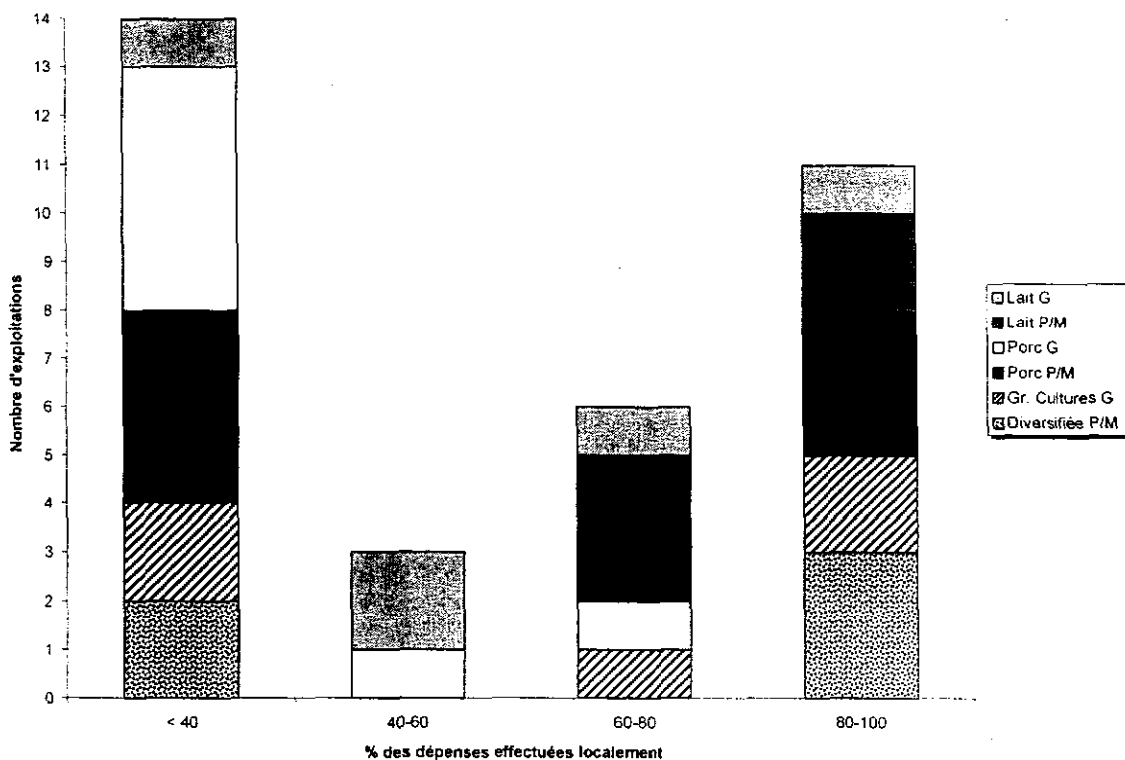


Source : Données de notre enquête, 1997

La figure 4.7, portant sur les investissements, permet de déceler des tendances de comportement d'achat sensiblement similaires à celles observées pour les intrants mais exhibant, cette fois, un peu moins de bipolarité. Les comportements d'achat des exploitations porcines sont presque identiques à ceux observés dans le cas des intrants. Ceux des entreprises laitières sont également relativement semblables. Seules les entreprises de grandes cultures et les exploitations diversifiées voient leur distribution différer de ce qui a été observé pour les intrants. En effet, pour leurs dépenses en investissements, ces deux types d'entreprises agricoles affichent cette fois des comportements d'achat qui sont soit principalement orientés vers l'extérieur, soit fortement axés sur le milieu local.

Figure 4.7

Distribution des entreprises agricoles selon la proportion de leurs dépenses en investissements effectuées localement



Source : Données de notre enquête, 1997

Les tendances discernées dans les figures précédentes pour les intrants et les investissements peuvent également être observées pour les services destinés aux entreprises agricoles, de même que pour les biens et services destinés aux ménages, mais dans ces cas-ci, les différences dans les comportements d'achat par rapport au niveau d'approvisionnement local sont sensiblement moins accentuées (les données reliées à ces deux postes de dépenses sont présentées en annexe au tableau A.7, pour consultation). Concernant les services, une majorité d'exploitations, dont l'ensemble des entreprises diversifiées et des fermes laitières de petite et moyenne tailles, comptent au moins 80 % de leurs fournisseurs de services établis localement. Parmi les entreprises qui affichent une proportion de leurs fournisseurs locaux inférieure à ce pourcentage, on dénombre six grandes exploitations porcines et cinq de petite et moyenne tailles, trois grandes entreprises laitières ainsi que deux fermes spécialisées dans les grandes cultures. En ce qui a trait aux biens et services du ménage, près des deux tiers des entreprises agricoles effectuent plus de 80 % de leurs dépenses localement. Pour la moitié des entreprises porcines (quatre grandes et trois de petite et moyenne tailles), trois grandes fermes laitières et deux exploitations de grandes cultures ce pourcentage s'avère inférieur.

4.3.6 Analyse des proportions d'approvisionnement local pour les divers types de charges et de dépenses

La part des dépenses effectuées localement a également été estimée pour l'ensemble des entreprises agricoles enquêtées, de même que pour certains des regroupements d'exploitations. Ces proportions ont été évaluées pour chacune des charges et catégories de charges des exploitations, de même que pour les biens et services des ménages, et sont présentées au tableau 4.3.

L'examen des données pour l'ensemble des exploitations indique qu'une proportion plus élevée des dépenses en services serait effectuée localement (75 %) comparativement aux dépenses en intrants et en investissements (61 % et 59 % respectivement). Cette moins forte propension des exploitations à aller vers l'extérieur pour les services peut contribuer à

expliquer, comme nous l'avons observé précédemment, que cette catégorie de charges n'affiche pas autant de variations que les intrants et les investissements en fonction des caractéristiques structurelles des exploitations.

Tableau 4.3 : Proportions moyennes des dépenses effectuées localement

Catégories de dépenses	% dépensé localement				
	Ensemble des exploitations	Élevage G	Élevage P/M	Lait	Porc
Intrants	61	33	59	64	36
Aliments et médicaments pr animaux	46	35	55	63	37
Animaux de remplacement	38	19	50	50	30
Intrants de culture	91	59	97	78	83
Carburant	82	45	95	70	71
Investissements	59	48	66	68	46
Matériel roulant	70	69	65	70	64
Machinerie	62	62	74	65	75
Équipements pour animaux	31	13	43	50	11
Bâtiments	45	40	56	71	41
Matériaux de construction	86	75	100	100	83
Entretiens et réparations	73	67	83	76	77
Services	75	59	68	82	62
Services-conseils ¹	64	46	65	68	46
Institutions financières ¹	86	79	92	95	79
Travaux à forfait ¹	74	75	70	87	59
Main-d'œuvre non-familiale²	77	74	100	80	73
Biens et services du ménage	85	72	92	88	79

¹ La valeur de pourcentage correspond à la proportion des entités citées établies localement.

² La valeur de pourcentage correspond à la proportion des travailleurs de provenance locale.

Source : Données de notre enquête, 1997.

En fait, cinq types de charges affichent des niveaux de dépenses réalisées localement qui se situent au-delà de 80 % : les intrants de culture, le carburant, les matériaux de construction, les institutions financières et les biens et services du ménage. Les agricultrices et agriculteurs auraient donc tendance à accorder davantage d'importance à ce que ces fournitures et services soient disponibles à proximité de leur entreprise. Ces charges ont généralement trait aux achats destinés à l'ensemble des entreprises agricoles ou des consommateurs et tendent à être moins spécialisées. Les charges plus étroitement liées aux

élevages, soit les aliments et médicaments pour animaux, les animaux de remplacement, les équipements pour animaux et les bâtiments affichent les plus faibles proportions de l'approvisionnement local. Plus de la moitié des dépenses effectuées pour ces approvisionnements seraient effectuées à l'extérieur. Ces comportements d'achats concernent donc davantage les entreprises agricoles spécialisées dans les élevages et contribuent à affecter les niveaux d'approvisionnements locaux enregistrés pour les intrants et les investissements. Ces résultats concordent avec les observations de Chism (1994), réalisées lors d'une étude menée au Minnesota. Celle-ci démontrait que les catégories de dépenses directement associées aux opérations d'élevage tendaient à afficher des niveaux d'approvisionnement local moins élevés.

Concernant les élevages, le tableau 4.3 permet d'observer des différences importantes en fonction de la dimension des entreprises, et ce, pour presque tous les types de charges. Ainsi, les grandes exploitations effectuent une proportion généralement plus faible de leurs dépenses à un niveau local comparativement aux entreprises de taille moyenne. Même la part des dépenses locales pour les biens et services du ménage, qui semblait montrer moins de variations en fonction des caractéristiques structurelles des exploitations, présente une différence de 20 % selon que les dépenses sont effectuées par les grandes exploitations ou par les plus petites. Seul l'achat du matériel roulant et l'utilisation des entreprises de travaux à forfait ne semblent pas être affectés par la dimension des exploitations. Ces observations correspondent de nouveau aux résultats de l'étude de Chism (1994) qui a constaté que le pourcentage des dépenses locales des entreprises d'élevage tendait à diminuer considérablement avec l'accroissement de leur taille, et ce, de façon plus marquée que pour le cas des fermes de grandes cultures. Les écarts les plus accentués entre ces deux types d'éleveurs de notre échantillon sont observés pour tous les types d'intrants, les équipements d'élevages, les matériaux de construction, les services-conseils et la main-d'œuvre non-familiale.

Enfin, les deux dernières colonnes du tableau 4.3 permettent de faire une comparaison entre les deux types d'exploitations d'élevage : les entreprises laitières et les fermes porcines. Des écarts importants, de l'ordre de 20 % et plus, sont observés entre les proportions

moyennes des dépenses effectuées localement par ces deux types de production, et ce, pour les trois catégories de charges. En fait, les exploitations laitières de l'échantillon affichent des taux d'approvisionnement local nettement plus élevés. Les différences les plus faibles touchent la main-d'œuvre et les biens et services destinés au ménage. Un examen approfondi des divers types de charges révèle toutefois de plus fortes disparités entre les intrants et les investissements davantage liés aux élevages, soit les aliments et médicaments pour animaux, les animaux de remplacement, les équipements pour animaux et les bâtiments. Des écarts importants sont également observés entre les divers types de charges comprises dans les services destinés à l'exploitation. Ainsi, ces résultats tendent à confirmer que, au sein de notre échantillon, les approvisionnements en fournitures, équipements et services spécifiques au secteur porcin se réalisent davantage à l'extérieur du milieu local comparativement au secteur laitier.

Une explication à cette différence de comportements entre ces deux types d'élevages peut résider en partie dans la structure des réseaux de fournisseurs. En effet, les établissements qui approvisionnent les exploitations porcines seraient moins présents et dispersés dans l'ensemble des régions que ne peuvent l'être les fournisseurs desservant les entreprises laitières, ces dernières étant établies en milieu rural québécois depuis une période beaucoup plus longue. D'autre part, les entreprises laitières ne sont aucunement marquées par le développement des phénomènes d'intégration qui caractérisent le secteur porcin. On peut suspecter que ce type de production à forfait puisse également interférer avec les structures des réseaux de distribution traditionnels et ainsi affecter la propension des exploitations à recourir à des fournisseurs locaux.

4.3.7 Identification des variables significatives influant sur le niveau d'approvisionnement local des exploitations enquêtées

Les résultats des tests de Student (tableau A.5 en annexe) et l'analyse de corrélation (tableau A.6 en annexe) ont permis d'identifier les variables qui semblent le plus affecter le degré d'approvisionnement local pour les différents types de charges des entreprises

agricoles et de dépenses des ménages. Les observations tirées de ces analyses sont résumées au tableau 4.4.

Tableau 4.4 : Variables significatives influant sur le niveau d'approvisionnement local pour différents types de charges et de dépenses

Type de charge	Tests t sur les moyennes	Analyse de corrélation
Intrants	TAILLE (-) ; GR. CULTURES (+)	TAILLE (-) ; PORC (-) ; GR. CULTURES (+)
Aliments et médicaments pour animaux	TAILLE (-)	PORC (-)
Animaux de remplacement	N/F porc (-)	PORC (-)
Intrants de culture	-	TAILLE (-)
Carburant	TAILLE (-) ; DIVERSIFIÉE (+)	TAILLE (-)
Investissements	TAILLE (-) ; PORC (-)	TAILLE (-) ; PORC (-)
Matériel roulant	-	TAILLE (-)
Machinerie	-	-
Équipements pour animaux	TAILLE (-) ; PORC (-)	PORC (-) ; LAIT (+)
Bâtiments	GR. CULTURES (-) ; N/F porc (-)	TAILLE (-) ; GR. CULTURES (-)
Matériaux de construction	-	-
Entretiens et réparations	-	TAILLE (-)
Services	PORC (-)	TAILLE (-) ; PORC (-) ; LAIT (+)
Services-conseils	TAILLE (-) ; PORC (-) ; N/F porc (-) ; GR. CULTURES (+)	TAILLE (-) ; PORC (-) ; GR. CULTURES (+)
Institutions financières	PORC (-) ; GR. CULTURES (-) ; LAIT (+)	LAIT (+)
Travaux à forfait	PORC (-)	PORC (-)
Biens et services du ménage	TAILLE (-) ; LAIT (+)	LAIT (+)
Établissement d'enseignement	-	-
Services de santé	TAILLE (-)	TAILLE (-)
Loisirs	-	-
Biens consommation et autres services	TAILLE (-) ; LAIT (+)	LAIT (+)

Sources : Données de notre enquête, 1997 (tableaux A.5 et A.6 en annexe).

Concernant les intrants, les variables TAILLE, PORC et GR. CULTURES se révèlent significatives comme observé précédemment, c'est-à-dire que le niveau d'approvisionnement local en intrants diminue avec l'accroissement de la taille des entreprises agricoles ou lors d'une spécialisation en production porcine, mais augmente s'il s'agit d'une exploitation spécialisée en grandes cultures. La dimension des fermes affecte, de façon significative et négativement, la proximité d'approvisionnement pour trois des quatre types d'intrants : les aliments et médicaments pour animaux, les intrants de culture et le carburant. La variable PORC, quant à elle, n'est significative que pour les intrants liés à ce type d'élevage, soit les aliments et médicaments pour animaux, de même que les animaux de remplacement. Par ailleurs, la part des intrants de culture des exploitations porcines ne compte que relativement peu dans les dépenses de ce type d'entreprise puisqu'une majorité d'entre elles sont qualifiées de hors-sol (voir tableau A.3a en annexe). Par conséquent, le faible besoin en intrants de culture pour ces types de fermes ne justifie probablement pas un déplacement ou un approvisionnement aussi lointain que pour le cas des intrants d'élevage. D'autre part, nous observons qu'au sein du secteur porcin les fermes de type naisseur/finisseur vont chercher leurs animaux de remplacement à des endroits significativement plus éloignés que les exploitations porcines de finition. Cet approvisionnement plus lointain peut s'expliquer par la recherche d'amélioration du potentiel génétique du cheptel reproducteur de l'exploitant naisseur/finisseur, aspect dont l'entreprise porcine de type finisseur n'a pas à se soucier. Enfin, la dernière observation à signaler au sujet des intrants concerne les fermes diversifiées de notre échantillon qui tendent à se procurer leur carburant à des distances significativement moins importantes que les autres types d'exploitations.

En ce qui a trait aux investissements, les deux variables qui tendent à réduire significativement le taux d'approvisionnement local sont, tout comme il a été révélé lors de l'analyse de régression linéaire, la TAILLE et le PORC. Plus précisément, l'accroissement de la dimension de la ferme tend à éloigner de façon significative le lieu d'achat pour quatre types d'investissements : le matériel roulant, les équipements pour animaux, les bâtiments, de même que les entretiens et réparations. La production porcine affecte négativement la proximité des achats en équipements d'animaux, tandis que les entreprises

laitières se distinguent significativement pour un plus fort approvisionnement local pour ce type d'investissement. Par ailleurs, les entreprises de grandes cultures vont davantage vers l'extérieur lorsqu'il s'agit de construire un bâtiment alors que, parmi les exploitations porcines, celles qui sont de type naisseur/finisseur font appel à des constructeurs localisés à des distances significativement plus lointaines que celles qui opèrent uniquement des sites d'engraissement. Enfin, aucune des variables étudiées ne semble affecter de façon significative les investissements en machinerie et en matériaux de construction.

Au niveau des services, les variables TAILLE et PORC ressortent une fois de plus comme influant significativement le degré d'approvisionnement local. La dimension des exploitations varie de façon significative avec la proximité des établissements de services-conseils alors que l'impact d'une spécialisation en production porcine se manifeste sur la localisation, tant des services-conseils que des institutions financières et des établissements de travaux à forfait. Par ailleurs, les fermes laitières affichent une plus grande utilisation des services établis dans leur entourage immédiat, notamment de par leur recours plus important à des institutions financières locales. Les entreprises de cultures commerciales font, quant à elles, davantage appel à des services-conseils localisés à proximité. Au sein des exploitations porcines, les fermes régissant des sites de maternité et d'engraissement s'adressent à des établissements généralement plus éloignés comparativement aux entreprises porcines spécialisées dans la finition.

La propension à s'approvisionner localement pour l'ensemble des biens et services destinés aux ménages varie négativement avec la dimension des entreprises agricoles mais positivement lorsqu'il y a spécialisation en production laitière. Les dépenses en biens de consommation et autres services seraient principalement responsables de cette variation, de même les services de santé où l'on observe également une relation en fonction de la dimension des fermes. Aucune des variables étudiées ne semble cependant affecter de façon significative la localisation des établissements d'enseignement fréquentés ou encore la proximité des lieux où les loisirs tendent à s'exercer.

En terminant cette section, il convient de mentionner que, si nous faisons abstraction du cas du carburant, notre échantillon n'a révélé aucune différence significative en fonction du

degré de spécialisation. En d'autres termes, nos analyses n'ont pas permis d'identifier que le caractère « diversifié » d'une exploitation puisse affecter significativement sa propension à s'approvisionner localement, et ce, pour chacun des types de charges considérés.

4.3.8 Types de fournisseurs pour les fournitures et les services

L'utilisation des coopératives agricoles comme principaux lieux d'achat pour les diverses catégories d'intrants ou d'investissements varie sensiblement selon le type d'exploitation, comme en témoigne les données du tableau 4.5. Nous remarquons d'abord que les fermes laitières et celles ayant une production diversifiée sont les types d'exploitation qui s'approvisionnent le plus auprès des coopératives. En fait, les entreprises laitières ont en moyenne cité les coopératives agricoles, comme principal lieu d'achat, près de trois fois plus souvent que les éleveurs de porcs et les producteurs de cultures commerciales.

Tableau 4.5 : Utilisation des coopératives agricoles selon le type d'exploitation

Type d'exploitation	Nombre d'exploitations	Coopérative agricole citée comme principal lieu d'achat pour des catégories d'intrants et/ou d'investissements (nombre de fois citée)
Lait (total)	10	46
P/M	5	28
G	5	18
Porc (total)	14	23
P/M	7	15
G	7	8
Gr. Cultures G	5	8
Diversifiée P/M	5	20
P/M	17	63
G	17	34
Total	34	99

Sources : Données de notre enquête, 1997

Si ces observations sont révélatrices des comportements de ces différents types d'exploitations à l'échelle du Québec, elles contribueraient à expliquer que le mouvement coopératif agricole cherche à développer la production porcine sous forme d'intégration afin de pouvoir plus largement bénéficier des retombés générées par le développement de ce secteur. Par ailleurs, nous observons que la taille des entreprises agricoles semble également affecter le degré d'approvisionnement auprès des coopératives agricoles. En effet, les exploitations de petite et moyenne tailles ont recours aux coopératives agricoles près de deux fois plus que les grandes fermes.

Le tableau 4.6 présente les principaux services-conseils utilisés par les entreprises agricoles et permet d'observer que le type de conseiller le plus fréquemment cité par l'ensemble des exploitations agricoles est le fournisseur d'intrants. Leur rôle semble légèrement plus important pour les grandes fermes que pour les entreprises de petite et moyenne tailles. Peu

Tableau 4.6 : Utilisation des services-conseils selon le type d'entreprise agricole

Type d'exploitation	Nombre d'exploitations	Types de services-conseils utilisés (nombre de fois cité)						Nombre moyen de services-conseils consultés par exploitation
		Fournisseur d'intrants	Vétérinaire	Agronome (MAPAQ)	Club conseil	Syndicat de gestion	Autres	
Lait	10	20	11	10	4	5	16	6.6 (G = 7.0 ; P/M = 6.2)
Porc	14	19	18	10	2	0	18	4.8 (G = 6.0 ; P/M = 3.6)
Gr. Cultures	5	9	3	3	1	1	4	4.2
Diversifiée	5	11	6	3	1	2	9	6.4
P/M	17	26	21	14	3	5	19	5.2
G	17	33	17	12	5	3	29	5.8
Total	34	59	38	26	8	8	48	5.5

Sources : Données de notre enquête, 1997.

de différences sont à signaler entre les divers types d'exploitations agricoles en ce qui concerne l'utilisation des services vétérinaire ou d'agronome. Nous constatons cependant, chez les producteurs de lait, un recours plus important aux clubs et aux syndicats de gestion. Les fermes laitières, les exploitations diversifiées et les grandes entreprises porcines utilisent un plus grand nombre de services-conseils que les petites et moyennes exploitations du secteur porcin qui font appel à presque deux fois moins de conseillers.

Concernant l'utilisation des établissements financiers, le tableau 4.7 permet de constater que les éleveurs de porcs et les producteurs de grandes cultures ont nettement plus recours aux banques, comme institutions financières, que peuvent le faire les autres types d'exploitants. Les banques ne comptant pas sur des réseaux aussi extensifs que les caisses populaires pour desservir les milieux ruraux du Québec, il n'est pas étonnant que les entreprises agricoles qui s'adressent à ce type d'institution affichent, comme il a été relevé à la section précédente (voir tableau 4.4), des niveaux de proximité moins élevés pour ces services. Par ailleurs, nous observons que les petites et moyennes exploitations s'adressent

Tableau 4.7 : Utilisation des services financiers selon le type d'entreprise agricole

Type d'exploitation	Nombre d'exploitations	Type d'institution financière (nombre de fois citée)		Service de crédit agricole (nombre de fois citée)	
		Caisse	Banque	Société de crédit agricole	Société de financement agricole
Lait	10	11	1	5	5
Porc	14	9	9	8	9
Gr. Cultures	5	2	5	3	4
Diversifiée	5	5	1	2	4
P/M	17	16	3	9	10
G	17	11	13	9	12
Total	34	27	16	18	22

Sources : Données de notre enquête, 1997.

principalement aux caisses pour combler leurs besoins en services financiers alors que parmi les grandes exploitations, les banques sont autant utilisées que les caisses. Quant aux services gouvernementaux de crédit agricole, nous n'observons que peu ou pas de différences selon le type d'exploitation.

4.3.9 Conclusions sur les modes de dépenses des exploitations enquêtées

Plusieurs observations peuvent être tirées des analyses précédentes portant sur les modes de dépenses des entreprises agricoles. D'abord, le niveau d'approvisionnement local des exploitations diminue significativement lorsque leur dimension s'accroît. Cette variation en fonction de la taille est observée pour les trois catégories de charges de l'exploitation, mais elle s'avère plus importante en ce qui concerne les intrants et les investissements qu'elle ne l'est pour le cas des services. L'utilisation moins importante des coopératives agricoles, qui caractérise les plus grandes fermes de notre échantillon, tend également à révéler des comportements d'achats moins orientés vers la communauté locale. Des tendances similaires, mais beaucoup moins prononcées, sont également observées pour les biens et services consommés par le ménage agricole, de même que pour la proximité du lieu de résidence des chefs d'exploitation. Ce comportement semble ainsi traduire que plus la dimension d'une entreprise tend à être importante, moins les propriétaires apparaissent se sentir liés aux fournisseurs locaux.

Cette tendance observée au sein de notre échantillon correspond sensiblement à ce que les travaux de Goldschmidt (1978a) avaient d'abord décelé, et à ce que d'autres études (Marousek, 1979 ; Lawrence *et al.* 1993 ; Chism et Levins, 1994) ont par la suite constaté à divers degrés. L'une des explications de cette variation du taux d'approvisionnement local reposerait sur la plus grande disponibilité des exploitantes et exploitants qui opèrent des entreprises de grande taille, la main-d'œuvre qu'ils embauchent pour accomplir les tâches agricoles contribuant à les libérer. Ainsi, ils disposeraient de plus de temps pour effectuer des déplacements et pour rechercher des marchandises qu'ils peuvent négocier à meilleur coût, les volumes requis étant plus importants (Hefferman et Campbell, 1986 ;

Chism, 1993). Une autre explication à ce comportement résiderait dans un réseau de relations sociales généralement de plus en plus extraverti au fur et à mesure que la dimension des fermes s'accroît, ce qui amènerait éventuellement les chefs de ces exploitations à développer une moins forte appartenance pour leur communauté rurale immédiate (Goldschmidt, 1978a ; Korsching, 1984 ; Chism, 1993; Rodefeld, 1974, dans Chism, 1994).

Nous remarquons qu'au sein de notre échantillon, la propension des entreprises agricoles à s'approvisionner localement apparaît encore plus fortement affectée par les dimensions de l'exploitation lorsque celle-ci est spécialisée dans l'élevage. En fait, l'examen des comportements d'achat pour les différents types de charges révèle que les dépenses plus étroitement liées à l'élevage (aliments et médicaments pour animaux, équipements pour animaux, bâtiments, etc.) ont davantage tendance à se faire à l'extérieur, alors que les achats qui concernent l'ensemble des entreprises agricoles ou des consommateurs (intrants de cultures, carburant, institutions financières, etc.) tendent plutôt à se faire localement. Ces observations expliqueraient au moins en partie pourquoi les exploitations de cultures commerciales affichent des niveaux d'approvisionnement local significativement plus importants en ce qui concerne les dépenses en intrants et les services-conseils. Il faut cependant se rappeler qu'au Québec, les régions de production de ces cultures tendent généralement à être bien pourvues de fournisseurs de ces types de charges. Ces différences entre les entreprises d'élevages et celles de grandes cultures concordent avec les observations d'une étude menée au Minnesota (Chism, 1993), étude dans laquelle il avait été constaté que la part des dépenses locales des entreprises d'élevage tendait à diminuer considérablement avec l'accroissement de leur taille, et ce, de façon beaucoup plus marquée que dans le cas des fermes de grandes cultures. Cela s'expliquerait tant par la difficulté des fournisseurs locaux d'offrir des intrants en aussi grandes quantités que le réclament les plus grosses exploitations que par la nécessité de devoir s'adresser à des établissements souvent plus distants lorsqu'une entreprise agricole désire recourir à une expertise de pointe pour la construction de bâtiments ou pour le renouvellement des équipements d'élevages (Chism et Levins, 1994).

Un autre constat ressort assez clairement de notre analyse. Il concerne les exploitations porcines. En effet, nous remarquons qu'au sein de notre échantillon, une spécialisation dans la production porcine tend à favoriser un approvisionnement significativement plus éloigné, et ce, pour chacune des trois catégories de charges. En fait, nous observons que les approvisionnements en fournitures, équipements et services qui sont spécifiques au secteur porcin, et qui constituent généralement les principaux postes de dépenses de ces entreprises, tendent davantage être effectués à l'extérieur du milieu local. L'explication précédente concernant la recherche d'une expertise de pointe pour les bâtiments et les équipements d'élevages peut probablement contribuer à justifier ce comportement d'achat des entreprises porcines. Le caractère plus récent de ce type de production au Québec expliquerait aussi en partie cette moins grande intégration des entreprises porcines dans l'économie locale. Ce comportement d'achat plus extraverti pourrait également découler d'une concentration plus élevée des fournisseurs d'intrants de ce secteur de production, concentration qui résulterait en partie des phénomènes de contractualisation de la production. Le plus faible approvisionnement des exploitations porcines auprès des coopératives agricoles tend aussi à illustrer des modes de dépenses moins centrés sur le milieu local. D'autre part, les fermes porcines dont la production est à forfait ne démontrent pas des comportements d'achat qui diffèrent significativement des entreprises porcines indépendantes, sauf en ce qui concerne les animaux de remplacement, les bâtiments et les services-conseils pour lesquels les éleveurs de type naisseur/finisseur vont davantage vers l'extérieur. Ces différences peuvent en partie s'expliquer par la responsabilité qui incombe à ce type d'éleveurs indépendants d'assurer une progression de la performance technologique de leur entreprise, obligation qui est susceptible de se traduire par un recours plus important auprès de fournisseurs localisés au-delà des frontières de leur région.

Quelques autres observations se dégagent également de notre analyse. D'abord, le degré de spécialisation des entreprises ne s'est pas avéré être une variable affectant significativement le niveau d'approvisionnement local. Par ailleurs, nous observons que certains types d'exploitations sont caractérisés par des comportements d'achats bipolaires, c'est-à-dire que soit ils sont principalement orientés vers l'extérieur, soit qu'ils sont plutôt axés sur le

milieu local. Les exploitations porcines de taille moyenne de même que les grandes fermes laitières sont celles qui montrent le plus cette dichotomie concernant le lieu d'approvisionnement. À la lumière des résultats décrits ci-dessus, il n'est guère étonnant de constater que, parmi les six catégories d'exploitations prédéterminées, les écarts les plus marqués sont observés entre le regroupement des fermes laitières de taille moyenne, qui affichent les plus forts taux d'approvisionnement locaux, et le groupe des grandes entreprises porcines, dont le niveau d'intégration dans l'économie locale apparaît le plus faible. Les différences notées entre ces deux types d'exploitations s'avèrent significatives pour les trois catégories de charges (intrants, investissements et services), de même que pour les biens et services destinés aux ménages et leur lieu de résidence.

4.4 Productivité apparente du travail selon la taille de l'exploitation

Le tableau 4.8 illustre le rapport entre le nombre de travailleurs et le volume de production pour les différents types d'exploitations. Nous constatons que, peu importe le type de production, le nombre de travailleurs requis pour des volumes de production équivalents est en général plus élevé sur les fermes de petite et moyenne tailles qu'au sein des grandes exploitations. Les besoins de main-d'œuvre par quantité produite sont en effet deux fois plus importants dans le cas des petites et moyennes exploitations laitières, ainsi que sur les sites d'engraissement porcin, lorsqu'on les compare aux grandes exploitations faisant les mêmes productions. En ce qui concerne les exploitations porcines de type naisseur/finisseur, les grosses entreprises utilisent en moyenne près de 30 % moins de main-d'œuvre que les petites et moyennes fermes. Pour les exploitations spécialisées en grandes cultures ou encore tirant une part de leur revenu de ces productions, on remarque que, selon le type de céréales, les grandes exploitations nécessitent en moyenne 10 % à 43 % moins de travailleurs par quantité produite que les petites et moyennes exploitations.

Par ailleurs, les performances de la main-d'œuvre chez les exploitations de petite et moyenne tailles de notre échantillon sont presque toutes comparables aux moyennes calculées lorsque l'ensemble des fermes québécoises est considéré. Seul le cas des plus

petits éleveurs porcins de type naisseur/finisseur de notre échantillon affiche une productivité légèrement inférieure à la moyenne québécoise. Ces résultats tendent donc à démontrer que les entreprises enquêtées, pour les catégories d'exploitation de cette taille, étaient relativement représentatives de la productivité moyenne qui prévaut au Québec pour ces productions. D'autre part, nous remarquons que les grandes fermes échantillonnées nécessitent environ deux fois moins de main-d'œuvre, pour des volumes de production équivalents, que ce qui est actuellement requis pour l'ensemble de la province. Encore une fois, seul le cas des exploitations possédant des sites de maternité et d'engraissement n'affiche pas un aussi grand écart avec la moyenne québécoise.

De ces résultats, nous pouvons déduire que les gains de productivité résultant des économies d'échelles dont jouissent les grandes exploitations, comparativement aux fermes de dimension plus modeste de notre échantillon ou encore à celles s'approchant de la moyenne québécoise, se traduisent généralement par un nombre d'emplois agricoles sensiblement moindre pour des parts de marché équivalentes. Ainsi, si les grandes exploitations qui ont été échantillonnées devaient refléter les entreprises qui domineront le secteur agricole de demain, les quantités produites demeurant identiques, nous pouvons estimer que les besoins en main-d'œuvre agricole correspondront grosso modo à la moitié de ceux qui sont requis aujourd'hui, et ce, sans pour autant que soit considéré les gains de productivité que devraient également consentir les progrès technologiques.

Tableau 4.8 : Ratio entre le nombre de travailleurs et le volume de production selon différents types d'exploitations

Type d'exploitations	Nombre de travailleurs ¹ moyen/Quantité de produits (nombre d'entreprises considérées pour le calcul)			Unités de produits
	P/M	G	Moyenne québécoise	
Lait	8.4 (5)	4.2 (5)	8.9 ³	/10 000 hl de lait
Porc (naisseur/finisseur)	10.7 (3)	7.7 (3)	9.0 ⁴	/10 000 porcs vendus
Porc (finisseur)	3.2 (4)	1.4 (3)	3.4 ⁵	/10 000 porcs vendus
Grandes cultures ²				
Maïs	0.93 (6)	0.54 (8)	1.07 ⁶	/1000 tonnes de céréales
Soya	2.1 (5)	1.2 (7)	2.09 ⁶	..
Orge	1.7 (2)	1.3 (5)	2.11 ⁶	..
Blé	1.2 (2)	1.1 (5)	2.15 ⁶	..

¹ Un travailleur correspond à 2 000 heures de travail sur l'exploitation.

² Calcul effectué à partir des données recueillies sur les exploitations enquêtées ayant tiré un minimum de 10 % de leur revenu de la production de grandes cultures.

³ Calcul effectué sur la base d'une moyenne de 1,78 heure par hectolitre de lait produit.

(Source : GREPA, Les Faits saillants laitiers québécois, 1996. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval).

⁴ Calcul effectué sur la base d'une moyenne de 0,683 heure par porc produit pour une section engraissement et de 19,9 heures par truie pour une section maternité.

(Source : GREPA, Annuaire statistique porcin québécois, 1998. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval).

⁵ Calcul effectué sur la base d'une moyenne de 0,683 heure par porc produit pour une section engraissement.

(Source : GREPA, Annuaire statistique porcin québécois, 1998. Sainte-Foy : Groupe de recherche en économie et politique agricoles, Université Laval).

⁶ Calculs effectués sur la base des rendements moyens de ces cultures pour la période allant de 1994 à 1998, de même que sur des besoins de main-d'œuvre évalués à 15 heures par hectare pour la production de maïs-grain et 12 heures par hectare pour les autres cultures.

(Sources : - BSQ, Statistiques agroalimentaires, 2^{ème} trimestre 1997;

- CRÉAQ (Comité de références économiques en agriculture du Québec), fiches statistiques suivantes:

 Maïs-grain (AGDEX 111/821), Avril 1991 ;

 Soya (AGDEX 141/821), Avril 1991 ;

 Orge (AGDEX 114/821), Mars 1989 ;

 Blé (AGDEX 112/821), Août 1988.)

Source : Données de notre enquête, 1997.

4.5 Participation dans la vie communautaire selon le type d'entreprise agricole

Quelques méthodes d'analyses ont été employées pour évaluer l'implication communautaire des ménages agricoles enquêtés. Les résultats de ces analyses sont présentés de façon détaillée dans les trois sections suivantes et sont ensuite résumés à la section 4.5.4 afin de mieux mettre en évidence les principales observations qui peuvent en être tirées.

4.5.1 Comparaison des niveaux de participation dans les entités socio-économiques selon le type d'entreprise agricole

L'examen de la figure 4.8 permet de constater que les niveaux moyens de participation des productrices et producteurs agricoles dans les diverses entités socio-économiques varient sensiblement selon le type d'entreprise agricole qu'ils opèrent. De façon générale, nous observons qu'au sein de notre échantillon, les ménages des exploitations diversifiées affichent les plus forts indices de participation¹. À l'inverse, les fermes porcines de petite et moyenne tailles présentent les plus faibles niveaux de participation.

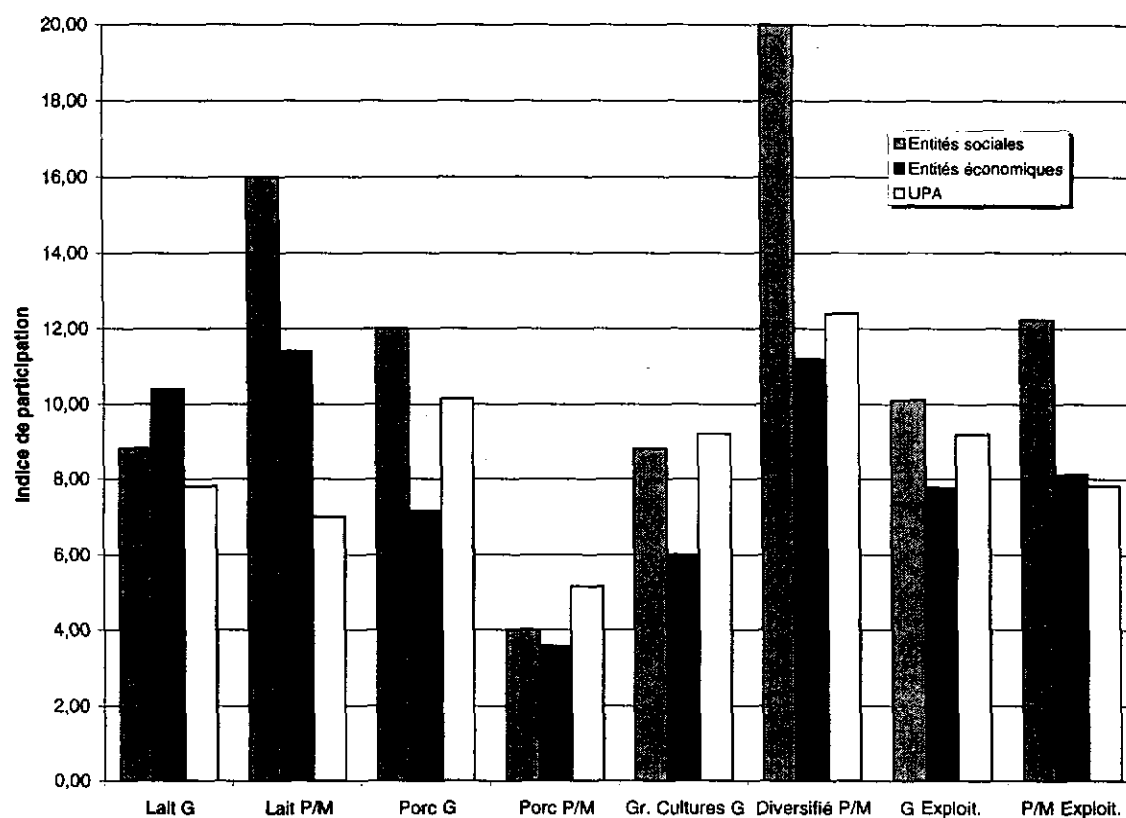
Plus spécifiquement, ces entreprises porcines de plus petites dimensions exhibent un indice de participation moyen pour les entités sociales qui est significativement moins élevé que celui observé pour chacun des autres regroupements d'exploitations. Dans le cas des institutions ayant une fonction économique, le niveau de participation des petits éleveurs porcins s'avère significativement moindre que ceux des plus grandes entreprises porcines et des exploitations laitières. Le groupe des fermes diversifiées présente, quant à lui, le plus fort taux de participation dans les organisations sociales, taux qui diffère significativement de celui de tous les autres regroupements, sauf des entreprises laitières de petite et moyenne tailles dont l'indice de participation est aussi relativement élevé. Ces différences significatives de niveau d'implication des entreprises diversifiées par rapport

¹ L'indice de participation considère le nombre d'organisations et le niveau de responsabilité associé à chacune de ces implications, le tout étant pondéré par le nombre d'individus adultes du ménage agricole.

aux autres types de fermes ne sont cependant pas observées au regard des organisations économiques, et ce, malgré que l'indice enregistré pour les exploitations diversifiées soit parmi les plus élevés. Par contre, une comparaison selon le type de production des entreprises d'élevage révèle que les ménages qui opèrent des fermes laitières s'impliquent significativement plus dans les entités à vocation économique que ceux qui gèrent des exploitations porcines. Par ailleurs, aucune variation significative n'est observée selon que les entreprises porcines soient de type naisseur/finisseur ou spécialisées dans l'engraissement. Enfin, la taille des exploitations de notre échantillon n'apparaît pas influencer significativement le niveau de participation dans les entités socio-économiques.

Figure 4.8

Participation dans diverses catégories d'institutions selon le type d'entreprise agricole



Source : Données de notre enquête, 1997.

Cette estimation du niveau d'implication communautaire que procure l'indice de participation a introduit une pondération par le nombre d'individus du ménage susceptibles de participer dans les diverses entités. Une comparaison des niveaux de participation qui s'appuierait uniquement sur le nombre moyen d'entités socio-économiques dans lesquelles l'ensemble des membres du ménage de l'exploitation sont impliqués, sans pondération aucune, permettrait de contre-vérifier les observations précédentes. Ce type d'analyse a également été mené et les résultats obtenus ne diffèrent à peu près pas de ce qui a été relevé précédemment (voir tableau A.4 en annexe).

La participation des chefs d'exploitation au sein de l'Union des producteurs agricoles (UPA) varie aussi selon le type d'exploitation, cependant les variations observées ne sont pas aussi prononcées que celles liées aux autres types d'organisations, et ce, malgré que plusieurs tendances similaires puissent être décelées. Les exploitations diversifiées et le groupe des petites entreprises porcines affichent de nouveau les plus forts écarts entre leurs indices moyens de participation. Ainsi, les petits éleveurs porcins présente un niveau de participation dans l'UPA qui est significativement moins élevé que celui des grandes exploitations porcines et des fermes diversifiées. Quant à ce dernier regroupement, il affiche également un niveau d'implication à l'intérieur du syndicat agricole qui s'avère significativement plus élevé que celui des ménages gérant des entreprises laitières de taille moyenne. En ce qui concerne la variation en fonction de la taille, elle ne s'avère significative qu'au sein des entreprises porcines. Cependant, on remarque que la disparité entre grandes et moyennes exploitations deviendrait beaucoup plus marquée sans l'apport de la catégorie des entreprises diversifiées. Ces résultats tendent d'ailleurs à être corroborés par une enquête ayant porté sur la participation à l'intérieur de l'UPA, laquelle a révélé que, parmi les non-élus, les producteurs qui affichaient des revenus supérieurs représentaient l'un des segments les plus actifs au sein de l'Union (Groupe Léger & Léger, 1995). Gaboury-B. (1998), dans une étude menée auprès de membres de la région des Bois-Francs, observe également cette tendance qu'elle attribue à une moins grande disponibilité des plus petits exploitants, étant donné que ceux-ci se retrouvent plus souvent seuls à opérer leur entreprise. Elle ajoute toutefois qu'au-delà d'un certain seuil de taille, la participation au sein de l'UPA tend à diminuer, ce que notre analyse ne nous permet pas

de vérifier. Par ailleurs, aucune différence significative dans la participation syndicale n'a été relevée selon que les éleveurs porcins opèrent des sites de maternité et d'engraissement ou qu'ils soient spécialisés dans la finition.

4.5.2 Dispersion des exploitations en fonction des niveaux de participation dans les entités socio-économiques

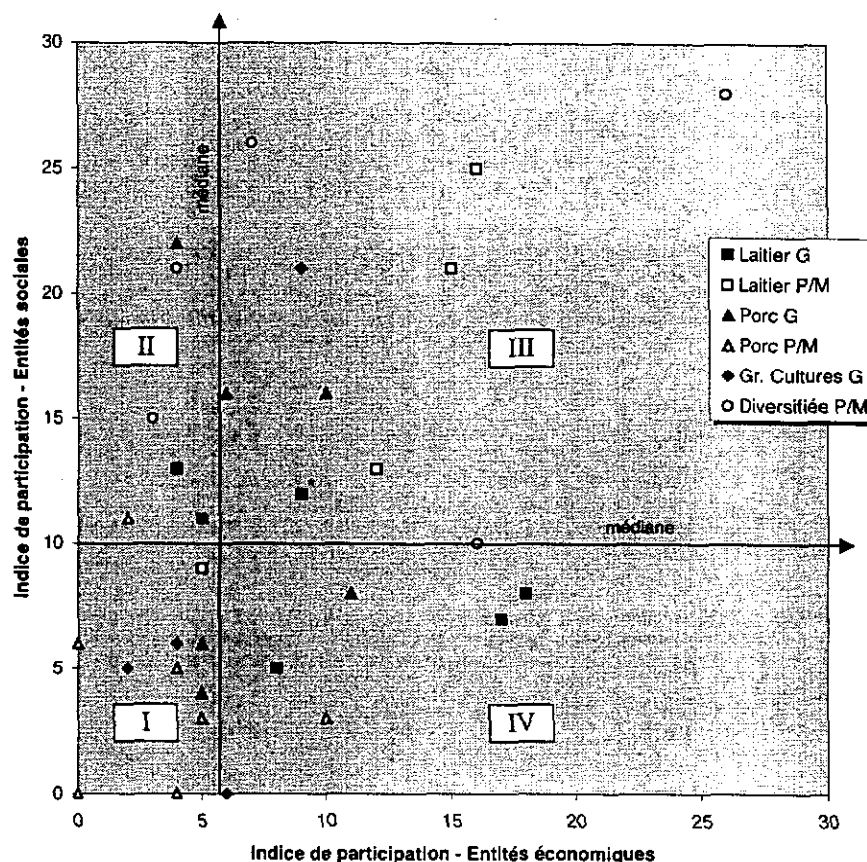
Le plan cartésien de la figure 4.9 illustre la dispersion des entreprises agricoles en fonction des valeurs de l'indice de participation obtenues pour les entités économiques et sociales. Chacune des 34 exploitations enquêtées est représentée par un symbole identifiant son type d'entreprise agricole. Deux axes tracés aux valeurs médianes des indices de participation, soit 6,0 pour la participation dans les organisations à vocation économique et 10,5 pour celle concernant les entités sociales, servent à délimiter une propension à s'impliquer dans la vie communautaire d'une tendance à le faire relativement peu.

Quatre quadrants ont ainsi pu être constitués : I (tendance à peu s'impliquer, et ce, tant dans les organisations économiques que sociales) ; II (propension à s'impliquer dans les entités sociales, mais peu dans les organisations économiques) ; III (propension à s'impliquer autant dans les organisations économiques que sociales) ; et IV (propension à s'impliquer dans les entités économiques, mais peu dans les organisations sociales). La dispersion des exploitations dans chacun des quadrants est la suivante :

- I : Lait P/M (1/5); Porc G (2/7); Porc P/M (5/7) et Gr. Cultures (3/5)
- II : Lait G (2/5); Porc G (2/7); Porc P/M (1/7) et Diversifiée (2/5)
- III : Lait P/M (4/5); Porc G (2/7); Gr. Cultures (2/5) et Diversifiée (2/5)
- IV : Lait G (3/5); Porc G (1/7) et Porc P/M (1/7) et Diversifiée (1/5)

Figure 4.9

**Participation dans les organisations socio-économiques
selon le type d'entreprise agricole**



* : Trois entreprises agricoles sont représentées au point (9, 12) du graphique, il s'agit de Laitier P/M, Porc G et Gr. Cultures G.

Source : Données de notre enquête, 1997.

Un certain nombre d'informations peuvent être tirées de cette figure. D'abord, parmi les 11 exploitations enquêtées comprises dans le quadrant I, où les taux de participation enregistrés pour les deux types d'organisations sont les plus faibles, sept sont des entreprises porcines, dont cinq de taille moyenne. À l'autre extrême, dans le quadrant III regroupant les entreprises affichant les plus forts taux de participation dans les entités socio-économiques, on retrouve quatre fermes laitières de taille moyenne, deux exploitations diversifiées, ainsi que deux grandes exploitations porcines et deux autres spécialisées en cultures commerciales. Ce graphique, on le voit, illustre la tendance décelée

précédemment concernant la faible participation des exploitations de taille moyenne spécialisées dans la production porcine, comparativement à celles s'adonnant à la production laitière. Il révèle également des variations très importantes au sein des entreprises diversifiées, de même qu'une propension chez les entreprises de grandes cultures soit à participer de façon importante dans les organisations, soit à très peu s'impliquer dans la vie communautaire. Les grandes exploitations laitières s'impliquent, pour leur part, soit dans les entités à vocation économique, soit dans les organisations sociales. Enfin, parmi les exploitations affichant des niveaux élevés de participation dans les organisations sociales ou encore dans les entités à vocation économique, nous retrouvons autant de grandes entreprises agricoles que de fermes de taille moyenne, ce qui révèle le peu d'influence de la taille sur la participation dans la vie communautaire.

4.5.3 Autres indicateurs de la participation communautaire des ménages agricoles dans les entités socio-économiques

Deux autres types d'indicateurs, faisant appel à une auto-évaluation par les ménages de leur niveau d'implication, ont également été utilisés pour estimer les niveaux de participation communautaire : le temps mensuel approximatif consacré à la participation et une évaluation qualitative de leur degré d'implication. Le tableau 4.9 présente le nombre moyen d'heures mensuelles par personne consacrées à l'implication dans des entités menant des activités socio-économiques. Cet indicateur de participation révèle des tendances très similaires aux résultats mentionnés antérieurement : c'est-à-dire peu de temps consacré à l'implication communautaire par les exploitations porcines de taille moyenne tandis que les fermes diversifiées y consacrent le plus grand nombre d'heures. De plus, les écarts observés entre le nombre d'heures vouées à la participation sont significatifs entre chacun des trois types d'entreprises agricoles de taille moyenne. En fait, le seul comportement qui diffère des observations précédentes concerne les entreprises laitières où le nombre moyen d'heures consacrées à la participation est plus élevé pour les grandes exploitations qu'il ne l'est pour les plus petites, ce qui correspond à l'opposé de ce qui a été observé dans les cas où l'indice de participation ou le nombre d'associations étaient utilisés

Tableau 4.9 : Nombre moyen d'heures consacrées à l'implication socio-économique selon le type d'entreprise agricole

Type d'exploitation	Nombre moyen d'heures/mois/personne
Lait G	10,0
Lait P/M	7,0
Porc G	9,1
Porc P/M	2,4
Gr. Cultures G	6,5
Diversifié P/M	13,5
G Exploit.	8,6
P/M Exploit.	7,0

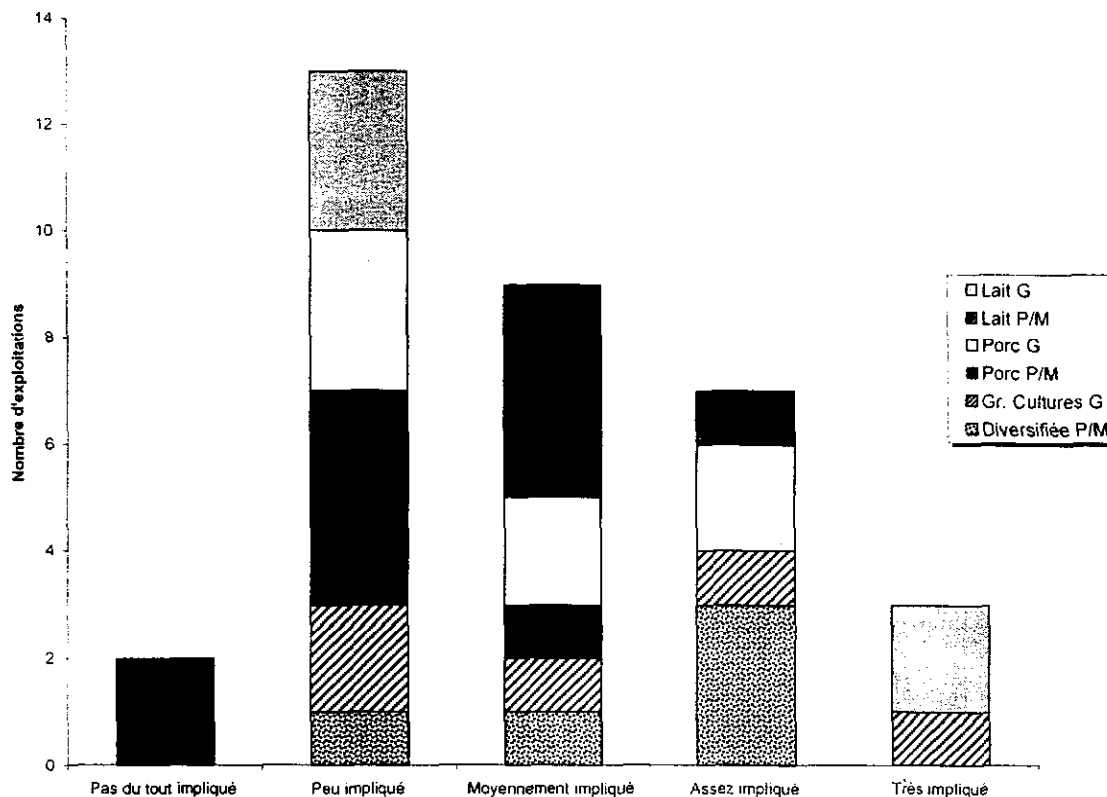
Source : Données de notre enquête, 1997.

comme indicateurs de participation. Cependant, il faut noter que cet écart du nombre d'heures ne représente pas une différence significative. La participation dans les entités sociales s'est révélée, quant à elle, significativement plus élevée chez les fermes laitières de taille moyenne que chez les entreprises laitières de plus grande taille. Par conséquent, ces observations nous permettent de tirer la conclusion suivante sur notre échantillon de fermes laitières : en moyenne, les grandes exploitations s'impliquent dans un moins grand nombre d'organisations mais apparaissent y consacrer plus de temps. La figure précédente a aussi révélé que les grandes exploitations laitières s'impliquent davantage soit dans les organisations sociales, soit dans les entités économiques alors que les fermes laitières de taille moyenne n'affichent pas de niveaux de participation variant autant en fonction du type d'entités.

La figure 4.10 présentent enfin la distribution des exploitations selon la perception des ménages quant à leur niveau d'implication dans les activités socio-économiques de leur région. Cette figure révèle que, chez les entreprises agricoles qui se sont identifiées comme étant peu ou pas du tout impliquées, on retrouve, parmi les fermes de dimension moyenne, six exploitations porcines et une entreprise diversifiée ; au sein des grandes fermes, nous comptons trois exploitations spécialisées dans la production laitière et trois dans la production porcine, de même que deux autres dans les cultures commerciales.

Figure 4.10

Distribution des exploitations selon la perception des ménages agricoles en regard de leur niveau d'implication dans les activités socio-économiques de leur région (34 ménages agricoles)



Source : Données de notre enquête, 1997.

Chez les exploitations qui se sont estimées assez ou très impliquées, nous dénombrons, parmi les entreprises de taille moyenne, trois exploitations diversifiées et une spécialisée dans la production laitière. Deux entreprises de chacun des trois types de production se sont pareillement identifiées parmi les fermes de grande dimension. Par ailleurs, les entreprises laitières de taille moyenne ont très majoritairement identifié leur ménage comme étant moyennement impliqué dans la vie communautaire de leur région, ce qui tend à soutenir les observations précédentes du tableau 4.9, c'est-à-dire que le niveau d'implication des ménages opérant ce type d'entreprise ne serait peut-être pas aussi important que semble l'indiquer les valeurs de l'indice de participation. L'ensemble des résultats tend cependant à confirmer les autres tendances observées précédemment

concernant les niveaux d'implication des ménages de notre échantillon : une faible participation des exploitations porcines de taille moyenne versus un taux de participation relativement élevé pour les entreprises diversifiées ; une tendance à s'impliquer, soit largement, soit relativement peu, pour ce qui est des grandes exploitations spécialisées dans les cultures commerciales, de même que celles s'adonnant à la production laitière ; et des niveaux d'implication avoisinant la moyenne pour les grandes exploitations porcines.

4.5.4 Conclusions sur la participation communautaire des exploitations enquêtées

Les divers indicateurs utilisés pour les analyses traitant de la participation des entreprises agricoles dans les entités socio-économiques ont permis de faire ressortir certaines tendances concernant notre échantillon. D'abord, il est intéressant de constater que le caractère « diversifié » d'une exploitation est associé à un niveau de participation communautaire significativement plus élevé, et ce, tant pour les organisations sociales et les entités économiques que pour l'Union des producteurs agricoles. Les ménages opérant ce type de ferme consacrent également un plus grand nombre d'heures pour l'ensemble de cette implication, ce qui tend à confirmer que le degré de spécialisation affecterait de façon importante le niveau de participation des exploitations enquêtées dans leur communauté locale. Le plus fort degré d'implication de ces exploitantes et exploitants pourrait vraisemblablement résulter d'une dépendance plus importante face au marché local afin d'assurer l'écoulement de leurs produits, ce qui amènerait ces ménages à davantage tisser de liens avec la communauté locale. Une autre explication peut également résider dans l'hypothèse suivante : la décision de maintenir et d'opérer une exploitation diversifiée serait sans contredit moins imprégnée de la logique économique dominante (caractérisée par la recherche d'économies d'échelles, une plus grande spécialisation, une industrialisation de la production, etc.) et conséquemment, elle pourrait résulter, dans une certaine mesure, d'un choix de « mode de vie » de la part de ces productrices et producteurs agricoles. Ainsi, on peut suspecter qu'un attachement à cette idéologie d'un système de production diversifié puisse également se traduire par une plus grande volonté de s'impliquer dans la communauté locale. Une investigation sur les motivations de ces

exploitantes et exploitants à préserver le caractère diversifié de leur entreprise agricole pourrait certes contribuer à apporter quelques éclairages sur ce point.

Par ailleurs, à l'autre extrême, nous observons que le regroupement des exploitations porcines de taille moyenne affiche les plus faibles niveaux de participation communautaire, et ce, quel que soit le type d'indicateur utilisé. En fait, les niveaux de participation enregistrés sont si peu élevés qu'ils s'avèrent significativement moins importants que ceux relevés pour chacune des autres catégories d'exploitations. Il apparaît difficile de justifier cette faible participation des plus petites entreprises porcines: est-ce le reflet d'une présence plus récente dans la communauté, d'une moins grande disponibilité pour s'impliquer, ou encore d'une mise en marché qui ne dépend pas du territoire local ? Ou cela dépend-il d'autres raisons ? Une étude plus approfondie s'avère nécessaire afin d'apporter des éléments de réponses à ces questions.

D'autre part, l'implication communautaire des ménages agricoles enquêtés ne semble pas varier aussi étroitement avec les caractéristiques structurelles des exploitations, contrairement à ce qui a été observé dans le cas des modes de dépenses. En cela, nos observations se distinguent des résultats de Hass (1983, dans Korsching, 1984) qui avait établi une relation positive entre l'implication bénévole dans les organisations communautaires et le niveau d'intégration des exploitations dans l'économie locale. Plus spécifiquement, la taille des exploitations de notre échantillon ne semble pas avoir d'influence sur le degré d'implication communautaire, résultat qui diffère sensiblement de ceux issus des travaux de Goldschmidt (1978a), de Rodefeld (1974, dans Korsching, 1984) et de Poole (1981) qui avaient tous constaté une relation inverse entre la participation communautaire et la dimension des exploitations. Concernant la contractualisation de la production dans le cas des éleveurs porcins, aucune variation significative de la participation n'a pu être décelée, ce qui, cette fois, va dans le même sens que les observations d'Heffernan (1972) sur le secteur avicole. En ce qui concerne les types de production, les producteurs laitiers n'affichent pas de niveaux d'implication différents des éleveurs porcins, sauf pour ce qui est de leur participation dans les entités à vocation

économique, les exploitantes et exploitants laitiers démontrant un plus grand degré d'engagement face à celles-ci.

Enfin, en ce qui a trait à la participation au sein de l'UPA, mis à part quelques écarts significatifs lorsque des comparaisons sont menées avec les catégories d'exploitations de taille moyenne diversifiées ou spécialisées dans la production porcine, peu de disparités sont à signaler en fonction des structures de production des exploitations. Une exception concerne la variation positive, quasi-significative, observée entre le degré d'implication à l'intérieur de l'UPA et la taille des entreprises d'élevage. Cette tendance correspond d'ailleurs aux observations de deux études antérieures s'étant intéressées à la participation des exploitantes et exploitants québécois au sein de leur syndicat agricole (Groupe Léger & Léger, 1995 ; Gaboury-B, 1998). Ces résultats révèlent que le niveau de participation à l'intérieur du syndicat agricole n'est pas nécessairement révélateur de la participation des ménages dans les autres entités socio-économiques.